

Société Générale de Belgique



1 9 9 5



La Société Générale de Belgique a, en 1995, amélioré son résultat courant pour la quatrième année consécutive, et ce, en dépit d'une conjoncture économique encore marquée par la faiblesse de la consommation et un cours du dollar US défavorable.

■ ■ ■

Alors que les sociétés actives dans les services et l'énergie (Fortis AG, Générale de Banque et Tractebel) ont connu une progression sensible de leurs résultats, le secteur industriel a été confronté à des difficultés ayant mené à des programmes drastiques de réduction des coûts. Union Minière va ainsi mettre en œuvre un ambitieux plan d'entreprise associant la réduction de l'emploi et d'importants investissements dans les technologies de pointe de son secteur.

La Sagem, intégrée pour la première fois dans les comptes de la Générale, a contribué positivement au résultat du Groupe.

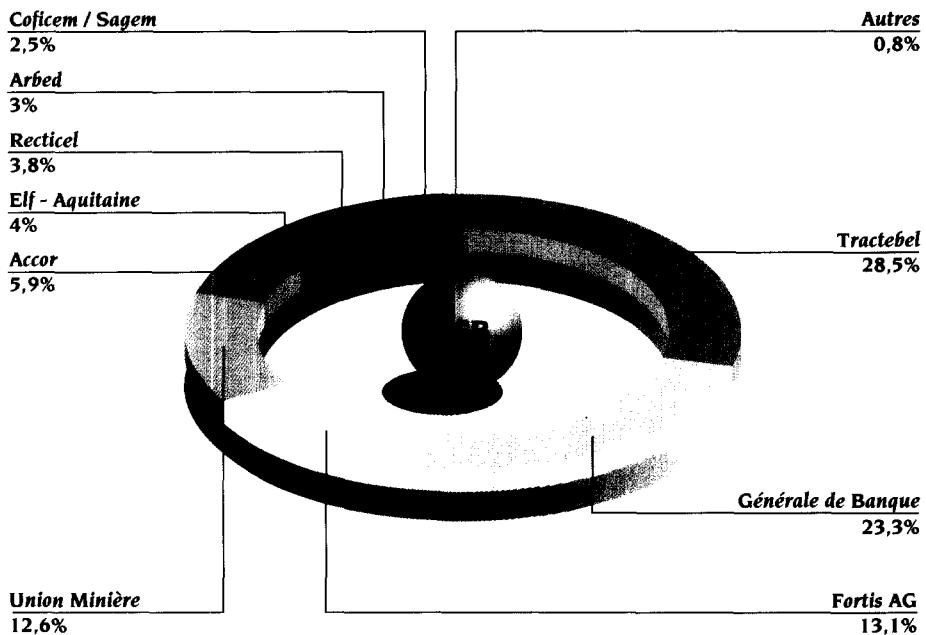
■ ■ ■

1995 a également été marquée par la poursuite des développements des entreprises du Groupe au niveau international, sur les marchés étrangers très porteurs de l'Europe de l'est et de l'ouest, de l'Amérique du Nord et de l'Asie.

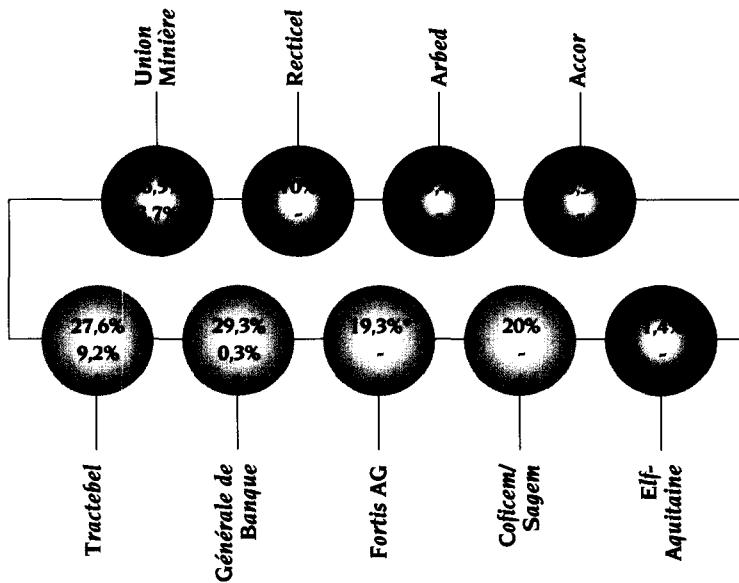
■ Sommaire

Introduction	<i>page 1</i>
Organigramme des participations	<i>page 3</i>
Chiffres significatifs consolidés	<i>page 4</i>
Lettre aux actionnaires	<i>page 6</i>
Organes sociaux	<i>page 10</i>
Rapport de gestion du Groupe	<i>page 12</i>
Faits marquants de l'année 1995	<i>page 13</i>
Actionnaires sur le terrain	<i>page 17</i>
Le Mécénat et les Ressources humaines	<i>page 18</i>
Les participations clés du Groupe	<i>page 21</i>
Comptes consolidés	<i>page 41</i>
Rapport de gestion et comptes sociaux	<i>page 63</i>
Adresses utiles	<i>page 86</i>

Répartition de la valeur estimative des participations (31/12/95)



Organigramme des participations (31/12/95)



Remarques :

- Les chiffres indiquent les pourcentages des participations directes (au-dessus) et indirectes (en-dessous).
- Finoutremer et Compagnie de Suez notamment sont reprises dans le portefeuille d'investissements de la Générale.

- Sociétés intégrées globalement
- Sociétés mises en équivalence
- Sociétés non consolidées
- Portefeuille d'investissements

* 19,7% au 1/3/1996

■ Chiffres significatifs consolidés

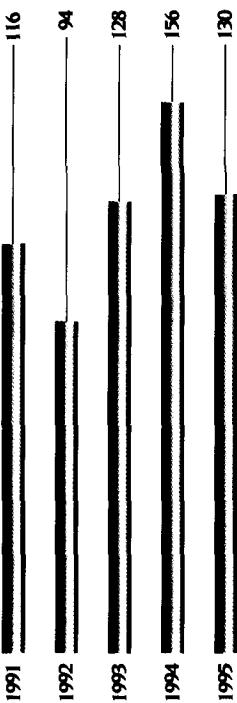
Structure des résultats consolidés

(part du groupe) 1991-1995
(en millions de BEF)



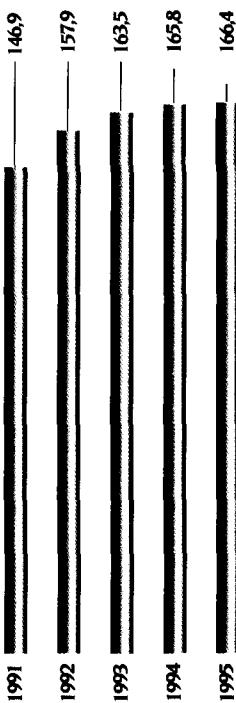
Résultat net par action

(part du groupe) 1991-1995
(en BEF)



Fonds propres

(part du Groupe) 1991-1995
(en milliards de BEF)

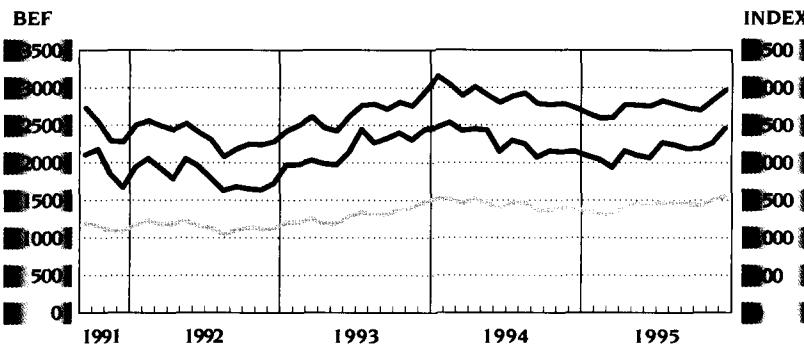


■ résultat courant

■ résultat exceptionnel

■ résultat net

Indice de la Bourse de Bruxelles et cours de la part de réserve (1991 - 1995)



INDEX

■ Valeur estimative de l'action (*)
■ Cours de Bourse de la part de réserve (*)
■ Indice du marché Bel-20

(*) données ajustées pour tenir compte de l'attribution gratuite d'une action pour dix le 18/5/1994

Chiffres significatifs consolidés

	1995	1994	1993	1992	1991
Résultats * (en millions de BEF)					
Résultat courant	766	1 263	3 049	4 330	1 706
Résultat exceptionnel	-1 828	2 240	1 835	-420	1 724
Résultat des entreprises mises en équivalence	10 780	9 488	7 270	6 892	8 508
Résultat net total	9 482	12 323	10 504	8 449	9 968
Résultat net part du Groupe	9 205	11 011	8 688	6 220	7 602
Bilan (en millions de BEF)					
Immobilisations corporelles	28 007	30 041	36 170	72 906	71 826
Immobilisations financières	143 946	138 582	132 621	131 259	132 066
Capitaux propres totaux (1)	196 402	196 360	192 345	199 090	185 432
Capitaux propres du Groupe (1)	166 470	165 769	163 519	157 862	146 861
Dettes à plus d'un an	15 357	15 054	17 757	47 349	49 325
Fonds de roulement	39 431	37 975	40 485	42 978	29 576
Nombre d'actions et capitalisation boursière					
Nombre émis au 31.12	70 601 069	70 601 069	64 182 790	64 182 790	64 182 790
Nombre à jouissance entière au 31.12	70 601 069	70 601 069	61 680 838	60 398 760	59 137 417
Capitalisation boursière au 31.12 (en millions de BEF) (2)	173 679	152 498	169 443	121 947	106 828
Données par action ordinaire, ajustées (en BEF)					
Résultat net part du Groupe	130	156	128	94	116
Dividende brut	116	114	104	102	102
Capitaux propres du Groupe	2 358	2 348	2 316	2 236	2 240
Valeur estimative au 31.12 (3)	2 968	2 740	2 950	2 288	2 286
Cours en Bourse : plus haut	2 475	2 636	2 477	2 077	2 291
plus bas	1 805	2 025	1 714	1 505	1 568
au 31.12	2 460	2 160	2 400	1 727	1 673
Ratios					
Rentabilité : $\frac{\text{Résultat net part du Groupe}}{\text{(capitaux propres du Groupe) (4)}}$	5,6%	6,7%	5,5%	4,2%	5,2%
Endettement : $\frac{\text{(dettes à plus d'un an)}}{\text{(capitaux propres totaux)}}$	7,8%	7,7%	9,2%	23,8%	26,6%
Rendement brut : $\frac{\text{(dividende brut)}}{\text{(cours 31.12)}}$	4,7%	5,3%	4,3%	5,9%	6,1%
Return boursier : $\frac{\text{(variation de cours + dividende brut)}}{\text{(cours 31.12)}}$	20,0%	-6,3%	46,3%	8,6%	3,8%

(1) Au 31.12 de l'exercice.

(2) Nombre total d'actions multiplié par le cours au 31.12 de l'action ordinaire en Bourse de Bruxelles, déduction faite du capital non appelé en 1991 (BEF 11.268 millions).

(3) Fonds propres sociaux après affectation + dividende net + plus-values latentes sur portefeuille.

(4) Au 31.12 de l'exercice précédent + création d'actions au prorata de leur jouissance.

*Montants extraits du compte de résultats présentés selon le schéma légal qui comprennent, sauf indication contraire, la part des tiers; les chiffres inclus dans le communiqué de presse du 1er avril 1996, de même que ceux repris en haut de la page 4, relatifs aux résultats courant, exceptionnel et net ne comprennent que la part du Groupe.

■ Lettre aux actionnaires



Madame,

Monsieur,

Pour la quatrième année successive, nous sommes heureux de pouvoir vous faire part d'une croissance significative de notre résultat courant consolidé, en hausse de dix pour cent par rapport à 1994. Comme nous vous l'avions dit précédemment, il nous semble que le paramètre permettant de suivre le mieux l'évolution de nos performances est celui qui a trait au résultat courant consolidé, et cela d'autant plus que tant au niveau de nos sociétés opérationnelles qu'à celui de la holding, le recentrage a pour l'essentiel été réalisé.

Les circonstances n'ont pas été favorables puisque la conjoncture s'est brusquement ralentie au second semestre, que certaines devises européennes ont connu une dévaluation appréciable et que le dollar, pour sa part, a enregistré une dépréciation très importante d'une année sur l'autre.

Grâce aux efforts soutenus des entreprises du Groupe, nous sommes parvenus à faire face à ces aléas et à faire progresser nos résultats au-delà de ce que nous avions anticipé l'année dernière dans ce même rapport annuel.

Incertitude et malaise ont été les mots les plus utilisés pour caractériser en Europe le climat économique et social qui a prévalu en 1995. Nous craignons qu'il en sera de même en 1996. Depuis longtemps maintenant, nous savons que nous vivons dans un monde interdépendant, mais c'est surtout lorsque l'économie se ralentit que nous prenons concrètement conscience de l'ampleur du phénomène, du caractère inéluctable de la mondialisation des échanges tant commerciaux que financiers et de notre vulnérabilité si l'effort d'adaptation n'est pas à la mesure des défis qui nous assaillent.

En Europe, seule l'Union monétaire et l'introduction au premier janvier 1999 de la monnaie unique, sont susceptibles de créer cette zone économique de stabilité nécessaire pour relancer l'investissement et promouvoir l'emploi.

En Belgique, cette Union monétaire est une opportunité, car elle apporte une perspective et une valeur ajoutée à l'inéluctable remise en ordre de nos finances publiques.

Comme dirigeants d'entreprises, nous reconnaissons que l'incertitude vis-à-vis de l'avenir, la disparition de la certitude selon laquelle chaque génération pourra escompter un niveau de bien-être supérieur à celui qu'avaient connu les aînés, le retour de la pauvreté sont autant de symptômes qui interpellent ceux qui assument des responsabilités.

Sans accepter le défi de la compétitivité, les entreprises ne peuvent survivre, mais sans

consensus social leur environnement devient précaire. Le modèle belge et européen inclut solidarité et équité, il doit être préservé.

Nous avons en conséquence défini une stratégie prioritaire pour le Groupe : assurer son développement en conservant nos positions de leadership sur nos marchés traditionnels et accélérer le développement international du Groupe.

Les objectifs stratégiques suggérés par les dirigeants de nos grandes sociétés deviennent les nôtres et nous les accompagnerons là où cela s'avérera nécessaire pour créer les conditions de leur mise en oeuvre.

Dans cette tâche, la maison mère trouve une justification profonde. Pense-t-on que l'Union Minière aurait pu sans inconvénients annoncer tout à la fois un plan de restructuration grevant l'exercice 1995 de près de BEF 6 milliards, et pour les années à venir un plan d'investissement industriel de BEF 22 milliards, sans le soutien résolu de son actionnaire ?

La Générale de Banque ou Fortis AG, après des programmes d'investissement très importants, pourraient-elles encore planifier de nouveaux développements si elles ne pouvaient être certaines de pouvoir compter sur leur actionnaire SGB ?

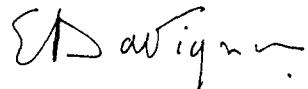
Pour notre part, nous sommes convaincus que nous pourrons mener de pair cette action dynamique de développement et la poursuite de l'amélioration de la rentabilité de votre société.

Nous souhaitons d'ailleurs vous assurer une information conforme à votre attente. Votre Comité d'Actionnaires a été sélectionné par un jury indépendant et s'est réuni plusieurs fois pour nous aider à atteindre notre objectif.

Forts de nos expériences passées, nous vous annonçons pour 1996, dans les conditions économiques et financières que nous connaissons actuellement, une croissance de notre résultat net consolidé et un résultat courant consolidé au moins égal au niveau atteint en 1995.



Philippe LIOTIER
Administrateur délégué



Etienne DAVIGNON
Président

■ Organes sociaux

Conseil d'administration

Président

Etienne Davignon

Vice-Présidents

Maurice Lippens

Gérard Mestrallet (à partir du 6.9.95)

Gérard Worms (jusqu'au 6.9.95)

Administrateur délégué

Philippe Liotier (à partir du 2.10.95)

Gérard Mestrallet (jusqu'au 2.10.95)

Administrateurs

Jean Arvis (jusqu'au 13.2.96)

Philippe Bodson

Alain Chaigneau (jusqu'au 30.6.95)

Valère Croes*

Jean-Claude Déhovre

François de Laage de Meux

Bernard Egloff*

Jean Gandois

Jean Godeaux*

François Jaclot (à partir du 13.2.96)

Joseph Kinsch

Philippe Malet

Xavier Moreno

Patrick Ponsolle

Alain Seugé (à partir du 6.9.95)

Piet Van Waeyenberge

Karel Vinck

Gérard Worms

Secrétaire

Jean-Pierre Standaert

Comité exécutif

Présidents*

Maurice Lippens

Gérard Mestrallet (à partir du 6.9.95)

*La présidence est assurée en alternance,
d'une assemblée générale annuelle à l'autre,
par MM. Lippens et Mestrallet, ce dernier ayant
succédé à M. Worms le 6.9.95

Membres

Philippe Bodson

Alain Chaigneau (jusqu'au 30.6.95)

Valère Croes

Etienne Davignon

François Jaclot (à partir du 13.2.96)

Philippe Liotier

Xavier Moreno

Alain Seugé (à partir du 6.9.95)

Karel Vinck

Secrétaire

Jean-Pierre Standaert (à partir du 25.9.95)

Alain Chaigneau (jusqu'au 30.6.95)

Comité de Groupe

Président

Etienne Davignon

Vice-Présidents

Philippe Liotier

Karel Vinck

Membres

Philippe Bodson

Bruno Morelli

Luc Vansteenkiste

et les Membres du Comité de Direction

Secrétaire

Vincent Bribosia

Conseillers

Edgard Bossuyt

Paul De Keersmaeker

Philippe de Woot de Trixhe

Jean Van Marcke

Représentants à l'étranger

Asie du Sud-est / Japon

Isabelle Hupperts

République Populaire de Chine

Lino Giudice

Zaïre

Pierre Linard de Guertechin

Coordination en Belgique

Georges Nève

Collège des Commissaires-reviseurs

• PRICE WATERHOUSE

Reviseurs d'entreprises, SCC

représentée par Robert Peirce

• DELOITTE & TOUCHE

Reviseurs d'entreprises, SCC

représentée par Claude Pourbaix

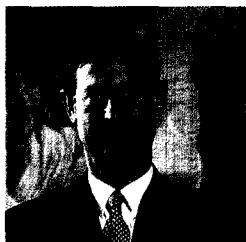
* Membres du Comité d'Audit



E. Davignon



Ph. Liotier



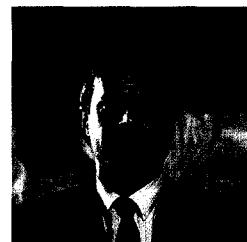
K. Wendel



P. Buffet



J.P. Standaert



A. Chaigneau



J.J. Massart

Président

*Philippe Liotier,
Administrateur délégué*

Membres

*Patrick Buffet,
Directeur des Participations industrielles et de la Stratégie*

*Alain Chaigneau,
Directeur financier (à partir du 1.7.95)*

*Etienne Davignon,
Président du Conseil d'Administration*

*Francis Dépré,
Directeur financier (jusqu'au 30.6.95)*

*Jean-Jacques Massart,
Directeur de la Communication
Directeur des Ressources humaines*

*Jean-Pierre Standaert,
Secrétaire général, Directeur des Affaires juridiques*

*Klaus Wendel,
Directeur des Systèmes de Gestion*

Secrétaire: Vincent Bribosia

■ Rapport de gestion du Groupe

Au niveau de la Générale et de ses filiales financières l'exercice 1995 a été marqué par l'acquisition complémentaire de 15% de Coficem, holding de contrôle de Sagem, déjà annoncée dans notre rapport annuel précédent; le pourcentage détenu dans Coficem atteint 20% et, en conséquence, cette participation est mise en équivalence. ■ C'est au sein des sociétés opérationnelles que les opérations les plus importantes ont été effectuées. ■ Union Minière a cédé sa mine de zinc suédoise à la société australienne, North Limited, et a décidé, en octobre 1995, le lancement d'un nouveau plan industriel dont l'objectif est de renforcer la compétitivité du groupe et d'améliorer sa résistance à l'influence de certains facteurs externes. Ce plan comporte plusieurs volets : une redéfinition stratégique, un plan d'investissement d'environ BEF 22 milliards, une réorganisation interne et un volet social avec des répercussions sur l'emploi. Ce plan a entraîné la prise en compte de provisions à caractère social de BEF 4,5 milliards et de charges relatives aux équipements industriels de BEF 1,3 milliard. ■ Recticel a conclu deux accords de joint venture. En Espagne la société allemande CWW - Gerko est entrée à hauteur de 50% dans le capital de Insonit (ex-Celulalo) jusqu'alors filiale exclusive de Recticel. En Allemagne Recticel a racheté les opérations de moussage pour sièges automobiles de Johnson Controls à Espelkamp; cette activité a été incluse dans une nouvelle société «Recticel JCI Formschau» dont Recticel détient 75%. Recticel a également acquis certains actifs de la société Europlastic à Düsseldorf. L'activité du groupe a subi une forte augmentation des prix des matières premières répercutée dans les prix de vente avec délai et a connu des conditions de marché difficiles en Europe de l'ouest. En réponse à cette situation difficile, Recticel a mis en œuvre un plan de restructuration. ■ La Générale de Banque a renforcé sa position stratégique par l'acquisition du Crédit Lyonnais Bank Nederland, rebaptisé Generale Bank Nederland Group. Elle a également repris la participation de la Compagnie de Suez dans Fimagest, spécialisée dans la gestion de fonds. Le résultat de l'exercice a évolué favorablement. ■ Tractebel a poursuivi son expansion internationale en procédant notamment à une O.P.A. sur le producteur d'électricité américain, CRSS; en Belgique, Tractebel a renforcé son pourcentage d'intérêt dans Electrabel de 0,68% et dans Watco de 5%. ■ La CGER-Banque a acquis 97% de la SNCI lors de sa privatisation. ■ Les titres Suez détenus par le Groupe (comme l'an dernier, 1,53% des titres émis) ont été valorisés au cours de Bourse du 31 décembre 1995 (FRF 202). ■ Le schéma du compte de résultats consolidé de l'A.R. du 6 mars 1990 reprend 100% des charges et produits courants et exceptionnels des filiales intégrées globalement, alors que les minoritaires y ont un intérêt variable d'une entité à l'autre; la quote-part du Groupe dans le résultat net des sociétés mises en équivalence est introduite sur une seule ligne, en conséquence la part du Groupe dans leurs résultats courant et exceptionnel n'est

pas déterminable. Dans le cas du Groupe de la Générale, ce cadre ne permet pas de montrer la part du Groupe dans le «résultat courant économique» et sa ventilation entre les différents contributeurs, que ceux-ci soient des filiales intégrées globalement, des sociétés mises en équivalence ou la société mère. ■ Pour rendre plus aisée l'analyse de son résultat, la Générale a pris, depuis 1988, l'habitude de communiquer une telle ventilation de ses résultats semestriels et annuels. Cette répartition est obtenue par une méthode extra-comptable, non audited.

Part du Groupe dans le Résultat courant net par société Ventilation non auditée

(millions de BEF)	1995	1994
Union Minière	701	337
Recticel	-313	373
Tractebel	3 593	3 201
Générale de Banque	4 180	3 882
Fortis AG	2 067	1 824
Coficem / Sagem	201	-
Accor (dividendes)	278	274
SGB & Filiales Financières	-731	-841
Part du Groupe dans le résultat courant net	9 976	9 050
Part du Groupe dans le résultat exceptionnel	-771	1 961
Part du Groupe dans le résultat net	9 205	11 011

■ **Evénements importants concernant la Société Générale de Belgique et ses filiales financières**

En **janvier 1995**, signature d'un manifeste européen des entreprises contre l'exclusion.

En **juin 1995**, nomination de M. Alain Chaigneau à la fonction de Directeur financier.

En **septembre 1995**, nomination de M. Philippe Liotier à la fonction d'Administrateur délégué, en remplacement de M. Gérard Mestrallet, appelé à la Présidence de la Compagnie de Suez. Ce dernier, dans une lettre aux actionnaires de Suez, a confirmé la continuité de la politique de Suez envers la Générale, ce qui implique l'appui donné à la stratégie de celle-ci.

En **février 1996**, augmentation de la participation détenue dans Fortis AG d'un demi-pourcent.

■ **Evénements importants concernant les sociétés du Groupe de la Générale et ses participations**

Accor

En **juin 1995**, hausse de la participation détenue dans le capital de la CIWLT à 99,32%, à l'issue de l'O.P.E. réussie sur les actions non encore détenues par Accor.

En **juin 1995**, cession des 59 restaurants «Pizza del Arte» ouverts en France et de 7 restaurants «Boeuf Jardinier» au groupe Le Duff.

En **juillet 1995**, apport de Eurest International et de la participation détenue dans Eurest France (33%) au groupe Compass en contrepartie de 22,5% du capital de Compass ainsi que de FRF 2,1 milliards de cash.

En **novembre 1995**, signature par Accor Asia Pacific Corporation (AAPC Ltd) d'un accord de partenariat avec Anglo-Asian Strategic Management Inc. pour la reprise de quatre hôtels aux Philippines.

En **décembre 1995**, signature d'un crédit syndiqué de FRF 5 milliards auprès de 38 banques. Les fonds levés seront consacrés au réaménagement de la dette du groupe.

En **décembre 1995**, signature d'un accord de coopération avec la société japonaise Hokke Club possédant 12 hôtels au Japon auxquels s'ajoutent deux établissements en Inde et au Népal, soit 2200 chambres en gestion. Ces hôtels vont prendre l'enseigne «Mercure». La coopération entre les deux groupes sera pilotée par une filiale en constitution détenue à 100% par Accor.

En **janvier 1996**, finalisation d'un accord de restructuration d'Europcar avec le constructeur automobile allemand Volkswagen.

Arbed

En **janvier 1995**, mise en place de Sidstahl, société de vente commune du secteur produits plats.

En **juillet 1995**, renforcement de la participation de Sidmar, société de tête du secteur produits plats du groupe Arbed, dans Stahlwerke Bremen passant ainsi de 51,01% à 67,68%.

En **octobre 1995**, entrée en service de l'aciérie électrique et de la coulée continue de ProfilArbed Differdange et inauguration de l'aciérie électrique et de la coulée continue de Stahlwerk Thüringen à Unterwellenborn en Allemagne.



En **novembre 1995**, regroupement des tréfileries luxembourgeoises par la création d'un secteur d'activité unique «tréfileries» au Luxembourg.

En **décembre 1995**, renforcement de la participation dans Sidmar qui passe de 67,41% à 71,74% suite à l'apport à l'Arbed des actions détenues par le groupe italien Falck.

En **janvier 1996**, présentation d'un plan d'entreprise du secteur des produits longs qui prévoit la création d'usines sidérurgiques compactes et la restructuration de l'emploi au Luxembourg.

Fortis AG

En **janvier 1995**, annonce d'une modification de la structure de direction de Fortis avec quatre CEO's se répartissant les zones géographiques.

En **septembre 1995**, reprise par la CGER-Banque de la participation de 50% de l'Etat belge dans la SNCI et lancement d'une O.P.A. sur le solde du capital.

En **septembre 1995**, cotation des sociétés mères Fortis AG et Fortis AMEV aux bourses de Londres et de Luxembourg.

En **décembre 1995**, 5e anniversaire de la création de Fortis et obtention du prix de l'association belge des analystes financiers de la Meilleure communication financière.

En **janvier 1996**, cession des activités au Danemark dans le domaine de l'assurance-vie Livsforsikrings Aktieselskabet Utrecht à l'assureur danois Almindelige Brand.

En **février 1996**, cession de la filiale américaine Superior Insurance Company active dans l'assurance auto.

En **février 1996**, entrée de la compagnie d'assurance Swiss Ré dans le capital de Fortis AG à hauteur de 3,59%.

Générale de Banque

En **septembre 1995**, sélection de la Banque au titre de partenaire de La Poste pour la distribution de produits financiers par l'intermédiaire du réseau des 1.600 bureaux de poste.

En **décembre 1995**, acquisition du Crédit Lyonnais Bank Nederland (CLBN), 4e banque des Pays-Bas.

En **décembre 1995**, acquisition d'une participation de 73,4% dans la société française Fimagest.

Recticel

En **avril 1995**, prise du contrôle des activités d'Europlastic à Düsseldorf, spécialisée dans la production de mousses «esters» pour des applications techniques, notamment dans le secteur automobile.

En **juin 1995**, création d'une société commune avec l'entreprise allemande Johnson Controls dans le domaine de la production de mousses pour sièges autos.

En **juillet 1995**, conclusion d'un accord de commercialisation avec Toscana Gomma (Italie) pour assurer la promotion des produits à usage industriel des deux groupes sur le marché italien.

En **janvier 1996**, annonce d'un plan de restructuration d'un coût évalué à BEF 350 millions provisionné dans les comptes de 1995.

En **mars 1996**, reprise des activités de la société suisse Superba et création d'un joint-venture en Tchéquie avec le leader tchèque du polyuréthane pour l'ameublement et l'automobile, Gumotex.

Coficem - Sagem

En **février 1995**, reprise à Canal Plus de sa participation dans Eurodec, producteur de décodeurs.

En **mai 1995**, signature d'un contrat de fourniture de décodeurs à la société américaine EchoStar, un fabricant de matériel de réception directe de programmes par satellite.

En **novembre 1995**, signature d'un contrat de fourniture de drones à l'armée néerlandaise.

En **février 1996**, fourniture, en association avec Lockheed Martin, des systèmes de reconnaissance automatique d'empreintes digitales à l'agence américaine de sécurité «FBI».



Tractebel

En **mars 1995**, signature de la nouvelle convention du Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz, 40 ans après la signature de la «Convention relative à l'Electricité» créant ce Comité.

En **mars 1995**, conclusion par Powerfin d'un accord pour la construction et l'exploitation d'une centrale de 260 MW à Toranagallu en Inde.



En **mai 1995**, création par Européenne de Services d'une société d'économie mixte au Québec pour la gestion de l'ensemble des déchets produits par les 95.000 habitants du Haut Richelieu.

En **juin 1995**, réussite d'une O.P.A. amicale par American Tractebel sur le producteur indépendant d'électricité américain CRSS.

En **juillet 1995**, constitution par Tractebel et la Limburgse Participatie Maatschappij (LPM) de la société d'ingénierie Technum Flanders Engineering par regroupement de divers bureaux d'études.

En **juillet 1995**, prise d'une participation par Powerfin de 12,5% dans les services d'électricité, de chaleur, de gaz et d'eau de la Ville de Brême, Stadtwerke Bremen.

En **septembre 1995**, acquisition par Fabricom des activités de la société Logan Fenamec, active en Grande-Bretagne et en France dans les systèmes de transport de bagages pour aéroports et les systèmes de transport industriel.

En **fin 1995**, acquisition par Watco (Groupe Fabricom) de plusieurs sociétés néerlandaises actives dans le domaine des déchets et constitution d'une base opérationnelle solide aux Pays-Bas.

En **décembre 1995**, acquisition par Powerfin de 48,76% de la centrale de Dunamenti en Hongrie.

En **décembre 1995**, poursuite de l'expansion de Européenne de Services (Groupe Fabricom) dans le domaine des déchets au Canada et en Pologne (gestion des déchets des villes de Czestochowa et de Radom) ainsi que dans le Sud-ouest de la France.

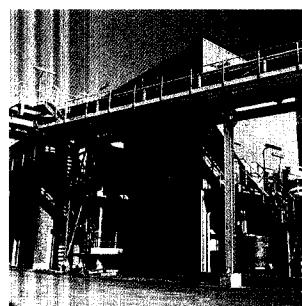
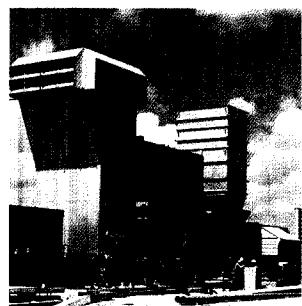
En **janvier 1996**, Groupe Fabricom porte sa participation dans le capital de Watco de 60% à 74,96%.

En **janvier 1996**, développement par la Compagnie Immobilière de Belgique d'un projet immobilier à Varsovie financé conjointement par la BERD et la Générale de Banque.

En **janvier 1996**, adoption par le Conseil des ministres de la 1ère phase du plan d'équipement électrique belge couvrant la période 1995-2005.

En **février 1996**, constitution d'un joint-venture en Thaïlande pour l'exploitation d'un réseau gazier alimentant les industries de la grande périphérie de Bangkok.

Union Minière



En **juillet 1995**, constitution de Huron Valley Europe à Overpelt en partenariat avec Huron Valley Steel (USA) et LPM, pour le traitement des scraps de métaux non ferreux issus du broyage des voitures et appareils électroménagers usagés.

En **août 1995**, cession de la mine de zinc suédoise Ammeberg Mining à l'australien North Limited pour USD 178,6 millions.

En **septembre 1995**, création, au Japon, d'une entreprise commune avec les sociétés japonaises Nikko Rica et Mitsui pour la production d'hydroxyde de nickel sphérique destiné à la fabrication des batteries.

En **octobre 1995**, signature d'un contrat d'ingénierie visant à augmenter la production de zinc cathodique de l'entreprise thaïlandaise Padaeng.

En **octobre 1995**, annonce d'un plan industriel à trois ans (1996-1998) qui vise une amélioration de la compétitivité du groupe et se traduira par un programme d'investissements de BEF 22 milliards et par une réduction globale de 30% du personnel employé en Belgique.

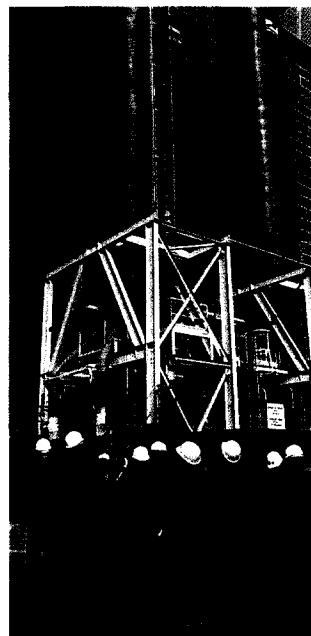
En **janvier 1996**, reprise au travers de Megapode (filiale à 50% de Sibeka) des activités de production et de commercialisation de diamants synthétiques du groupe familial allemand Winter.

En **janvier 1996**, prise d'une participation de 19,9% du capital de NFI, holding spécialisé dans le secteur des non-ferreux et qui contrôle Métallo Chimique. Outre la participation au capital, les deux groupes ont également signé une convention portant principalement sur la livraison d'anodes de cuivre par Métallo Chimique, ainsi que sur l'exploitation des réseaux de collecte de matériaux recyclables.

En **février 1996**, acquisition d'une participation de 10% dans un projet de construction d'une fonderie et d'une raffinerie de cuivre de la société thaïlandaise Thai Copper Industries.

En **février 1996**, participation à hauteur de 75% à un joint venture pour la production de poudre fine de cobalt destinée au marché chinois. Le solde est détenu par le principal fabricant de poudres métalliques en Chine, Shanghai Jiuling Smelter.

Lors de l'Assemblée Générale du 17 mai 1995, il a été proposé de constituer un Comité Consultatif des Actionnaires composé de 20 détenteurs d'actions de la Générale, non représentés au sein de son Conseil d'administration. ■ La Générale souhaitait donner à ces actionnaires l'opportunité d'une part, de s'exprimer sur les outils de communication qu'elle utilise vis-à-vis de son actionnariat et, d'autre part, de découvrir les réalisations des entreprises du Groupe tant en Belgique qu'à l'étranger. ■ Suite à un appel aux candidatures lancé dans la presse belge et internationale en juin et juillet 1995, plus de 660 actionnaires ont manifesté leur souhait de devenir membre de ce Comité. ■ Un jury constitué de personnalités étrangères à la Générale, mais jouissant d'une notoriété dans le secteur des affaires et de la finance, a assuré la sélection des vingt premiers membres du Comité. Les critères retenus pour le choix des candidats ont combiné une appréciation de la motivation, pondérée par des critères objectifs propres à notre pays. Parmi les candidats retenus, neuf membres sont originaires de la Région Flamande, six de la Région Wallonne, trois de la Région de Bruxelles-Capitale, et enfin, deux membres sont étrangers. ■ Une première réunion s'est tenue en octobre 1995, au siège de la Générale. Le Comité a pu faire connaissance avec les équipes de Communication de la Générale, mais aussi avec certains membres du Comité de direction. A l'issue de cette première réunion, les deux principales missions du Comité ont pu être clairement définies: assurer une critique constructive des actions de la Direction de la Communication (communication financière); apporter un témoignage vécu du fonctionnement du holding et de ses participations en Belgique et à l'étranger afin d'assurer une meilleure compréhension de leur fonctionnement et de leur développement. ■ Des initiatives seront prises en vue de servir de relais vers les autres actionnaires qui ont manifesté leur intérêt pour notre société. ■ Le 15 mars 1996, le Comité s'est réuni pour la seconde fois. L'occasion lui a été donnée de découvrir une partie des activités de tri de déchets et de recyclage du groupe Tractebel. ■ Enfin, le 29 avril 1996, les membres du Comité se sont rendus dans l'usine de production de mousse de polyuréthane de Recticel à Wetteren. ■ Le Comité a également pu s'exprimer sur les documents projetés lors des assemblées ainsi que sur le rapport annuel. Les suggestions des membres nous permettront, progressivement, de mieux répondre aux attentes de nos différents publics en matière d'information.



Visite de l'incinérateur de Bruxelles, géré par Gecowatt, société faisant partie du groupe Fabricom.

■ Le mécénat



La situation économique qui a prévalu durant toute l'année 1995, en dépit d'une légère reprise, a incité la Société Générale de Belgique à concentrer ses efforts en matière de mécénat en prenant en compte les nouveaux facteurs de restrictions budgétaires et de paupérisation, qu'il s'agisse des domaines culturels et scientifiques qui voient les contributions du secteur public s'amenuiser d'année en année, ou du domaine caritatif où les besoins se font de plus en plus impératifs.

■ Cette année encore, près de 60 associations et institutions ont bénéficié de l'aide - souvent modeste, mais déterminante - de la Générale, dans les quatre secteurs qu'elle s'est fixée: la culture, la protection du patrimoine, la recherche scientifique et le soutien aux associations caritatives. ■ Dans le domaine musical, les deux grands orchestres belges que sont «*Il Fiamminghi*» en Flandre, et «*l'Orchestre Philharmonique de Liège et de la Communauté Française*» en Wallonie ont continué à recevoir le soutien de la Générale. De plus, la Générale a participé au financement de l'édition d'un disque compact par l'Orchestre Philharmonique de Liège présentant des œuvres de Sibelius. La Société Philharmonique de Bruxelles, ainsi que les Concerts de Midi, ont également bénéficié du mécénat de la Générale. ■ Le Musée Horta, qui s'est vu accorder l'aide conjointe de sociétés privées (dont la Générale et Union Minière) et des services publics, est actuellement en cours de rénovation, et voit l'achèvement de la première phase de son programme de restauration: à ce jour, les travaux de gros œuvre sont terminés, et les artisans sont occupés à la restitution de l'atelier de moulage de l'architecte Victor Horta, atelier qui avait été transformé en garage dans les années 1930. Les réparations des toitures devraient être achevées pour le début de l'hiver prochain. ■ La recherche scientifique a reçu l'attention toute particulière de la Générale, qui a participé au financement de divers projets d'envergure internationale. L'un des plus remarquables est sans aucun doute le projet de fouilles archéologiques en Syrie sur le site de Tell Beydar. Ce projet, qui rassemble des spécialistes - archéologues et épigraphistes - de plusieurs universités belges, européennes et syriennes, a dévoilé l'existence d'une cité antique du IIIe millénaire, dont la découverte ne manquera pas de faire progresser l'histoire urbaine de cette période très ancienne. Les campagnes de fouilles se sont révélées très fructueuses et ont permis la mise au jour d'une série impressionnante de tablettes cunéiformes et de divers objets qui devraient enrichir la compréhension des mécanismes de l'économie, du commerce et des communications de cette époque. ■ Fidèle à son image d'innovation et de créativité dans le domaine du mécénat - comme en témoigne la formule originale de son «Fonds statutaire*» - la Générale a, au cours de 1995, mis sur pied une nouvelle approche dans le secteur du mécénat: «le prêt de compétences». Si l'apport de moyens financiers est indispensable, les moyens humains, mais surtout la connaissance de certaines techniques de communication et de gestion, n'en sont pas moins importants pour la mise sur pied et le développement de projets d'envergure. Diverses fondations oeuvrant dans le secteur caritatif ont ainsi pu bénéficier de conseils de spécialistes faisant partie du personnel de la Générale. ■ Quant à l'aide aux plus démunis, la Générale a concentré ses efforts sur le soutien à l'enfance malheureuse, qu'il s'agisse d'enfants souffrant de maladies chroniques ou d'enfants défavorisés par leur milieu social. ■ La Générale est également, depuis plusieurs années, un membre actif de la Fondation Prométhée, de la Stichting voor Kunstrpromotie et, au niveau européen, du Cerc, qui encouragent, par leurs actions, le dialogue entre le secteur économique et le monde culturel.

* le fonctionnement du Fonds de Mécénat est fixé dans les statuts de la Générale. Il prévoit l'allocation annuelle d'un montant de 33 centimes maximum par part de réserve, dans le cadre de la répartition bénéficiaire.

Inquiète devant la montée du chômage des jeunes, et face à la difficile réconciliation entre «jeunesse» et «expérience», deux qualités réclamées par la majorité des employeurs potentiels, la Société Générale de Belgique a, en 1994, mis sur pied un projet de formation original. La Générale a engagé, pour une période d'une année et dans le cadre d'un contrat d'emploi normalement rémunéré, un jeune universitaire au sein de chacune de ses cinq directions fonctionnelles. Au cours de cette période, ces «stagiaires» ont pu bénéficier d'une formation pratique dans leur spécialité, ce qui a constitué pour la majorité d'entre eux un véritable tremplin dans leur recherche d'emploi. Sur six jeunes ayant bénéficié de ce programme, cinq avaient trouvé un emploi stable bien avant la fin de leur contrat avec la Générale. ■ Si le nombre de ces jeunes peut paraître dérisoire face à l'ampleur du problème dans les pays européens, il représente tout de même plus de 10% de l'effectif cadre de la Générale. ■ Ce programme pourrait également offrir à d'autres des pistes de réflexion, car il démontre la rapidité avec laquelle les jeunes trouvent leur place dans le monde du travail, lorsqu'une première chance leur est offerte. ■ Le succès de ce programme a encouragé la Générale à renouveler ses efforts en 1995-1996, par l'embauche de cinq nouveaux diplômés provenant d'horizons différents.

De gauche à droite:

Florence Thys, Direction financière

Licenciée en Sciences économiques

Université Libre de Bruxelles

Vrije Universiteit Brussel

Patrick Maes, Direction de la Communication

Licencié en Sciences économiques

Katholieke Universiteit Brussel

Katholieke Universiteit Leuven

Sandra Cefontaine, Direction des Participations industrielles et de la Stratégie

Licenciée en Sciences commerciales et financières

Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales (Bruxelles)

Marie-Noël Dochy, Direction des Affaires juridiques

Licenciée en Droit

Facultés Universitaires Saint-Louis (Bruxelles)

Université Catholique de Louvain

NB: Un recrutement est en cours à la Direction des Systèmes de gestion



Sociétés intégrées globalement

- | | |
|-----------------|----------------|
| ■ Recticel | <i>page 22</i> |
| ■ Union Minière | <i>page 24</i> |

Sociétés mises en équivalence

- | | |
|----------------------|----------------|
| ■ Fortis AG | <i>page 26</i> |
| ■ Générale de Banque | <i>page 28</i> |
| ■ Sagem | <i>page 30</i> |
| ■ Tractebel | <i>page 32</i> |

Sociétés non consolidées

- | | |
|---------|----------------|
| ■ Accor | <i>page 36</i> |
| ■ Arbed | <i>page 38</i> |

Remarques sur les chiffres significatifs des huit entreprises clés:

- Les chiffres sont exprimés en millions de BEF, sauf mention contraire.
- Le «résultat net» inclut la part du Groupe et des tiers minoritaires.
- Les capitaux propres comprennent la part du Groupe et des tiers et sont établis après affectation.
- La capitalisation boursière représente le nombre total d'actions multiplié par le cours de Bourse de l'action ordinaire au 31.12.



Recticel a poursuivi son développement international, notamment via le joint venture avec Johnson Controls GmbH et l'acquisition d'Europlastic, tous deux situés au cœur du dispositif industriel allemand.

Recticel est une société belge implantée dans de nombreux pays d'Europe et en Amérique du Nord. Elle est spécialisée dans le développement, la production, la transformation et la commercialisation de mousse de polyuréthane destinées aux secteurs du confort (mobilier), de la literie (matelas et sommiers), de l'automobile (sièges, tableaux de bord et encapsulation de vitrages), de l'industrie et de l'isolation. ■ L'élan dont avait fait preuve Recticel au cours des deux dernières années a, en 1995, été contrecarré par une augmentation sensible et inattendue du prix des matières premières chimiques, qui représentent environ la moitié du coût des produits polyuréthane. La difficulté de répercuter cette hausse sur les prix de vente, aggravée par la faiblesse de la consommation au cours du deuxième semestre 1995, a contraint Recticel à entreprendre de nouveaux efforts de rationalisation en vue d'améliorer la productivité et de conserver ses parts de marché. ■ En 1995, le résultat net (part du groupe) s'élève à BEF -682 millions contre BEF 507 millions en 1994, alors que le chiffre d'affaires s'est sensiblement amélioré, passant de BEF 29,6 milliards en 1994 à BEF 32,3 milliards un an plus tard, une augmentation de 9,2% (4,8% à périmètre égal). ■ Malgré ces nouvelles difficultés, Recticel a poursuivi son développement international, principalement par le biais d'acquisitions et d'accords de collaboration dans ses différents

métiers. ■ Dans le secteur de l'automobile, Recticel a créé un joint venture avec Johnson Controls GmbH, dans lequel elle détient une participation majoritaire. La nouvelle société, baptisée Recticel JCI Form Schaum et située à Espelkamp en Allemagne, produit des coussins moulés pour sièges automobiles et servira de base principale pour la fourniture de nouveaux équipements à Volkswagen, ce qui élargit l'éventail des activités de cette usine qui fournissait déjà Ford, Mercedes et BMW. ■ Recticel a également acquis Europlastic, société allemande située à Düsseldorf et spécialisée dans la pro-

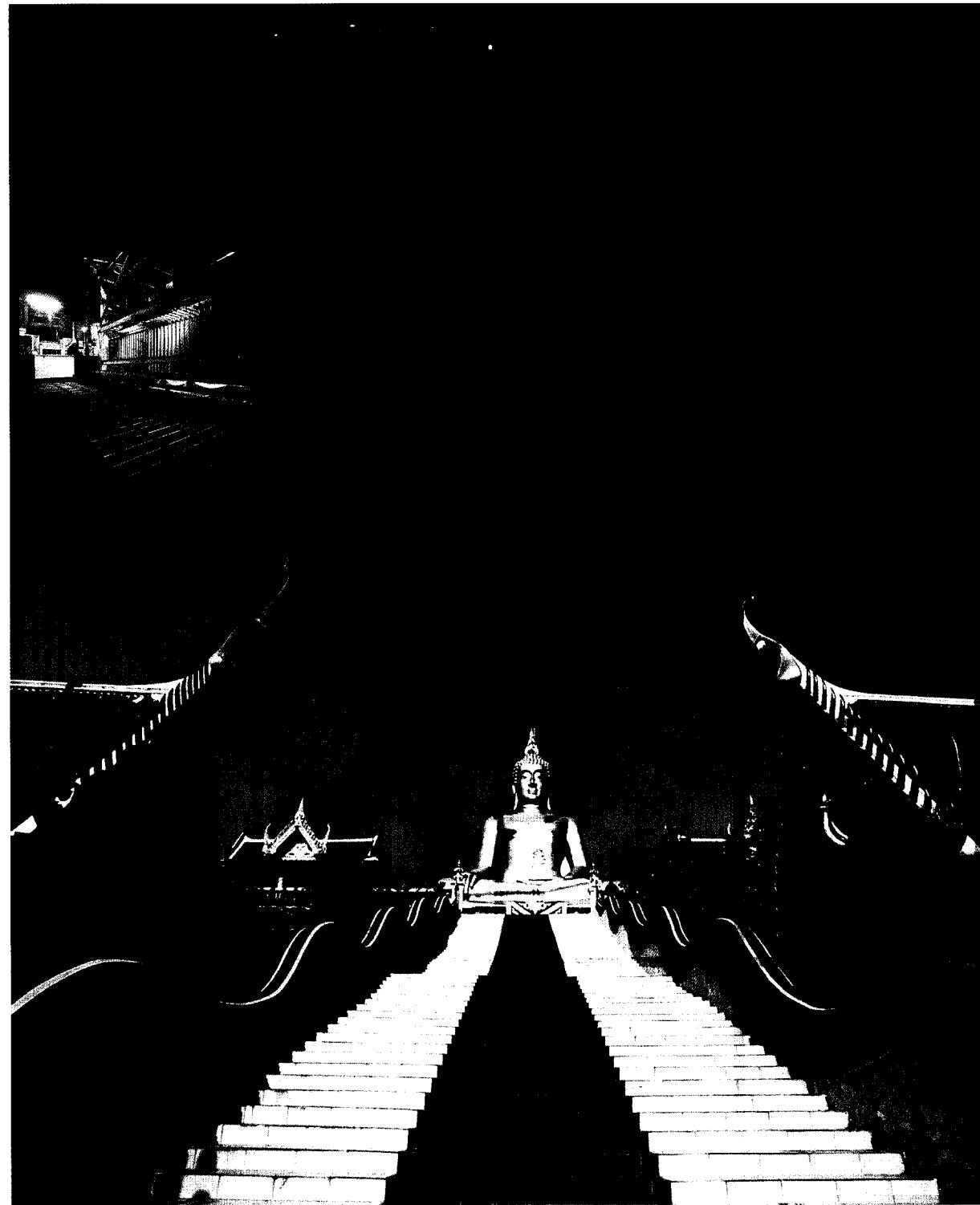
(BEF millions)	1995	1994
Chiffre d'affaires	32 317	29 604
Résultat net	-650	535
Résultat par action (BEF)	-23,68	18,50
Capitaux propres totaux	8 466	9 137
Capitalisation boursière	10 707	14 541
Participation (directe)	69,95%	70,05%
Dividende par action (BEF) (priv.)	-	30

duction de mousse «esters» pour des applications techniques. Ces mousse sont principalement destinées à être laminées sur des tissus et trouvent de nombreuses applications dans le secteur automobile, mais aussi de l'isolation, de la filtration et de l'insonorisation. Par cette acquisition, Recticel renforce sa présence dans le domaine des mousse techniques, tout en se dotant d'une capacité de production située au cœur du dispositif industriel allemand. ■ En vue de promouvoir ces produits sur le marché italien, Recticel s'est associée avec le producteur local Toscana Gomma pour créer Tigierre, qui tirera parti de la complémentarité des lignes de produits des deux partenaires et fera bénéficier ses clients italiens d'un meilleur service et d'importants effets de synergie.

RECTICEL



Luc Vansteenkiste
Administrateur délégué



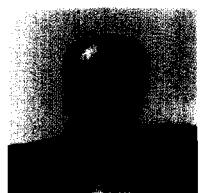
En 1995, Union Minière a fait ses premiers pas vers une diversification géographique ciblée plus particulièrement sur les marchés porteurs de l'Asie du sud-est, grâce à ses projets en Chine, au Japon et en Thaïlande.

Union Minière (UM) est un des leaders mondiaux du secteur des métaux non ferreux. Implanté en Europe et aux Etats-Unis, il produit et commercialise plus de 20 métaux pour l'industrie de base et de pointe, la construction et la recherche. Ses activités couvrent l'extraction minière, la fusion, le raffinage, la première transformation, le recyclage et l'ingénierie. Quant aux métaux, ils sont répartis en cinq grandes filières de développement: le zinc, le cuivre, la métallurgie complexe du plomb, des métaux précieux et spéciaux, le cobalt, le germanium. ■ Au cours des cinq dernières années, l'environnement économique a été extrêmement défavorable pour Union Minière, qui a souffert de la faiblesse du dollar US par rapport au franc belge et au franc français, et de la déprime des cours des métaux non ferreux. La rentabilité faible, malgré des efforts considérables, a mené le groupe à engager une réflexion approfondie qui a abouti à l'élaboration d'un Plan Industriel. La réussite de ce plan permettra à UM de renforcer sa position de leadership dans la plupart de ses métiers et d'assurer une base solide pour son développement international. ■ Union Minière a dû procéder à une réduction de ses coûts salariaux, ce qui entraîne la suppression de 1.900 emplois en Belgique et en France. L'autre volet de ce plan consiste en BEF 22 milliards d'investissements, sur la période 1996-1998, dans de nouvelles installations (construction d'une raffinerie de cuivre à Olen; développement d'une nouvelle technologie de fusion et modernisation et extension de la raffinerie

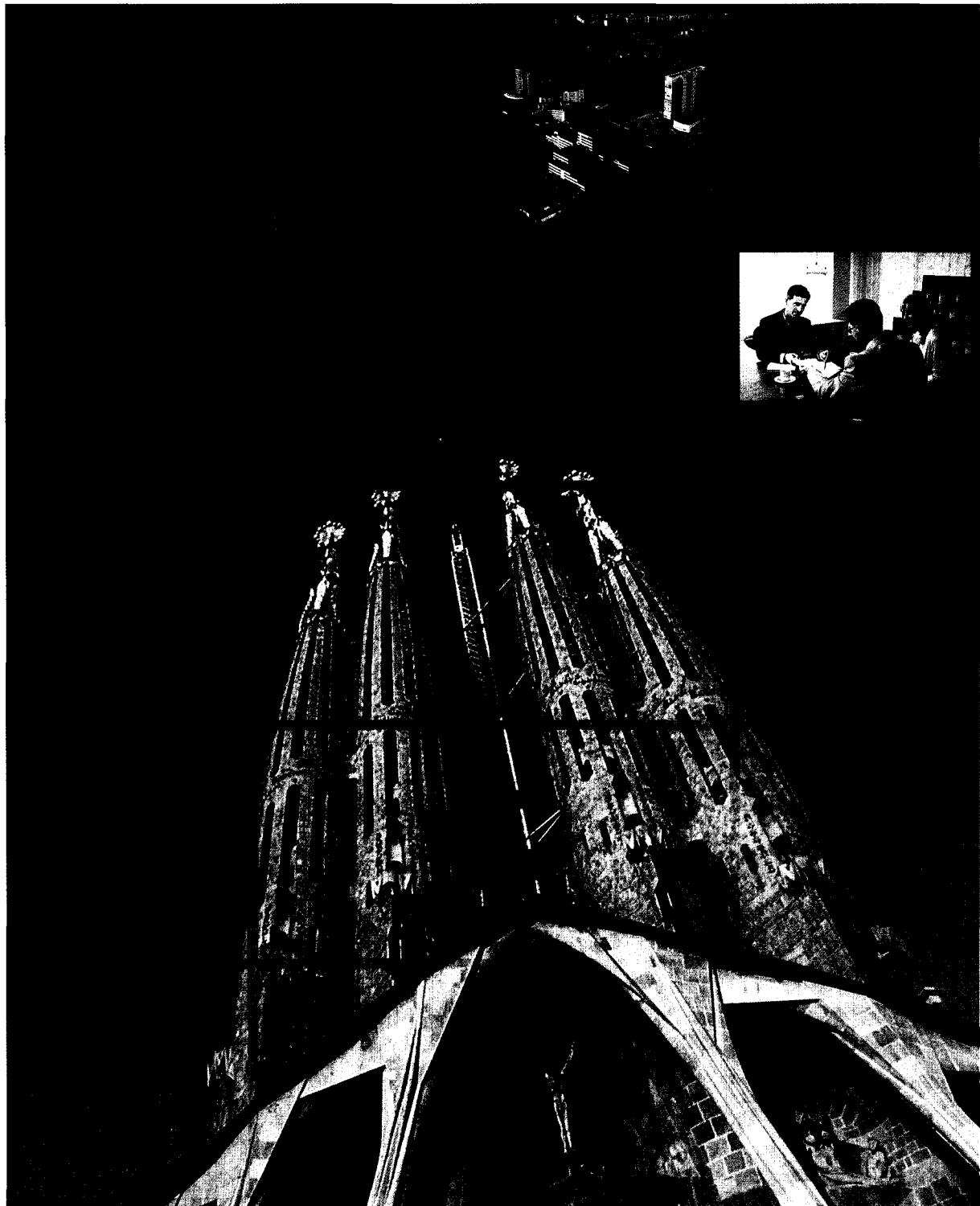
de métaux précieux à Hoboken), en recherche et développement dans le secteur du zinc, et en réduction des coûts opérationnels, essentiellement dans le raffinage du zinc. Parallèlement, Union Minière souhaite se positionner sur le plan international, en particulier dans des marchés porteurs d'avenir tels que l'Asie. ■ La fin de l'année 1995 et les premiers mois de 1996 ont par ailleurs vu aboutir les nouvelles initiatives d'UM vers sa diversification géographique : prise de participation de 10%, dans un projet de construction d'une fonderie et d'une raffinerie de cuivre de la société thaïlandaise

(BEF millions)	1995	1994
Chiffre d'affaires	127 351	122 912
Résultat net	-662	89
Résultat par action (BEF)	-39	-6
Capitaux propres	38 697	39 830
Capitalisation boursière	48 623	61 243
Participation (directe)	46,51%	46,51%
Dividende par action (BEF)	-	-

Thai Copper Industries; joint venture en Chine avec Shanghai Jiuling Smelter, Shanghai Blue Lotus Metals Co., dont UM détient 75% et qui produira de la poudre fine de cobalt pour le marché local; création au Japon d'une entreprise commune avec Nikko Rica et Mitsui pour produire l'hydroxyde de nickel sphérique destiné à la fabrication de piles rechargeables. ■ Poursuivant sa politique de recentrage sur ses secteurs clés, Union Minière a cédé sa mine de zinc suédoise, Ammeberg Mining, à la société australienne North Limited. ■ Ces mesures, dont l'effet devrait se faire pleinement sentir au cours des prochaines années, ont permis à Union Minière d'atteindre en 1995 un chiffre d'affaires de BEF 127 milliards, en augmentation de 3,2% par rapport à 1994. Malgré une forte progression de son résultat courant (BEF 1,8 milliard en 1995 contre BEF 1 milliard en 1994), le résultat net du groupe s'est inscrit à BEF -954 millions, en retrait de plus de BEF 800 millions par rapport à 1994, en raison des charges de restructuration liées au plan industriel.



Karel Vinck
Administrateur délégué



Au travers de son joint venture avec la caisse d'épargne "la Caixa", Fortis poursuit le développement de ses positions en Espagne, principalement en assurance-vie.

.....

Fortis est un groupe financier international regroupant plus de 100 entreprises opérant dans les secteurs de l'assurance, de la banque et de la gestion de patrimoine, en Europe occidentale, aux Etats-Unis et en Australie. Les sociétés mères de Fortis sont Fortis AG en Belgique et Fortis AMEV aux Pays-Bas. ■ Fortis a, au cours de l'exercice 1995, réalisé d'excellents résultats. La stratégie mise en oeuvre par Fortis comporte, d'une part le renforcement des positions fortes que le groupe détient sur un certain nombre de marchés et, d'autre part, l'acquisition de positions nouvelles, principalement par une politique de croissance externe. ■ Durant l'année 1995, l'ensemble des activités de Fortis a connu un développement favorable, à l'exception des activités dans les domaines des soins de santé aux Etats-Unis et de la responsabilité civile automobile en Australie. ■ En Belgique, l'augmentation des résultats provient, pour une part importante, des activités bancaires, et ce malgré une baisse significative des plus-values réalisées sur le portefeuille d'obligations. ■ Comme aux Pays-Bas, les sociétés Fortis opérant sur le marché belge ont engagé des programmes importants de révision de leurs processus de gestion, visant tant à l'amélioration de la qualité des services qu'à la réduction des coûts. ■ En 1995, la CGER-Banque, dans laquelle Fortis détient depuis 1993 une participation de contrôle de 49,9%, a acquis la quasi totalité des actions de la SNCI. Par cette acquisition, la CGER a augmenté de manière significative sa présence dans le domaine

des crédits Corporate. ■ Aux Pays-Bas, les résultats en assurances et les résultats bancaires sont en augmentation. ■ En Espagne, Fortis poursuit, notamment au travers de son joint venture avec la caisse d'épargne «la Caixa», le développement de ses positions, principalement en assurance-vie. Les résultats dans ce secteur sont en augmentation importante. ■ Aux USA, en dehors des activités soins de santé, les développements ont été particulièrement positifs. Dans un marché aussi vaste que celui des Etats-Unis, Fortis poursuit une stratégie de différenciation, adaptant de manière continue

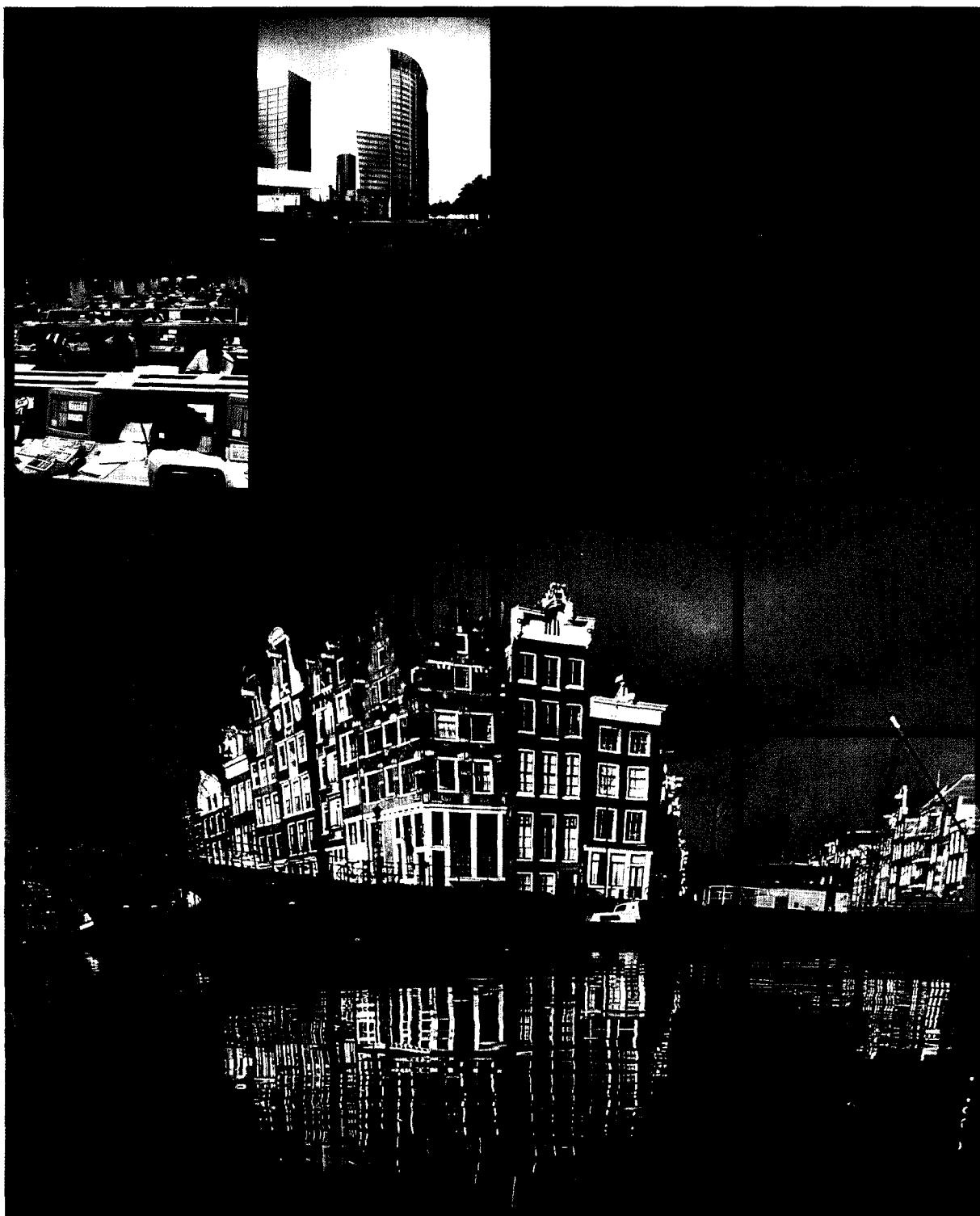
(BEF millions)	1995	1994
Bénéfice net (Fortis)	24 005	21 714
Capitaux propres (Fortis)	180 226	167 531
Capitalisation boursière (AG)	129 469	95 391
Participation (directe)	19,31%	19,19%
Dividende par action (BEF)	84	74,25

son offre de produits et services. Cette stratégie s'est traduite, notamment, par une augmentation importante du volume des affaires, compte non tenu de l'influence négative qu'a eue l'évolution du cours de la devise américaine sur les chiffres de Fortis, exprimés en ECU. ■ Signe de son caractère international, non seulement dans ses métiers mais aussi sur les marchés financiers, les actions des deux sociétés mères de Fortis ont été, en 1995, introduites sur les Bourses de Londres et de Luxembourg. ■ Dégageant de manière récurrente une rentabilité sur fonds propres supérieure à 12%, Fortis et ses sociétés mères ont connu, en 1995, une attention particulièrement positive de la part des investisseurs. L'objectif de Fortis est de poursuivre son développement et de maintenir une rentabilité supérieure à 12%. ■ Au cours de 1995, Fortis a enregistré un bénéfice de ECU 631 millions, en hausse de 15% par rapport à 1994. Son total bilantaire s'élève à ECU 125 milliards et ses fonds propres à ECU 4,8 milliards.

fortis AG



Maurice Lippens
Président • Administrateur délégué



Grâce à l'acquisition du Crédit Lyonnais Bank Nederland,
rebaptisé Generale Bank Nederland, la G-Banque est devenue,
en 1995, la quatrième banque des Pays-Bas.

Pierre angulaire d'un groupe qui réunit quelque 150 banques et sociétés de toutes tailles, la Générale de Banque est la principale institution financière privée de Belgique. Tant par son réseau de 1.100 agences réparties sur l'ensemble du territoire national que par ses implantations internationales, la Générale de Banque propose une gamme complète de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises, aux banquiers et aux pouvoirs publics. En termes de bilan, elle se classe, selon l'édition 1994 du magazine spécialisé «The Banker», au 28e rang européen et au 56e rang au niveau mondial. ■ L'accord conclu avec La Poste, en début d'année 1995, s'est concrétisé par la création d'une filiale commune, la Banque de La Poste, qui distribue désormais, via ses 1.600 bureaux, des produits bancaires standardisés. En quelques mois, la Banque de La Poste avait déjà collecté près de BEF 8 milliards auprès de quelque 70 000 clients. Cette nouvelle orientation devrait permettre à la G-Banque d'accroître, en Belgique, sa part de marché «grand public». ■ A l'international, l'événement majeur de l'année est cependant la reprise du Crédit Lyonnais Bank Nederland, quatrième banque des Pays-Bas, devenue filiale à 100%, et rebaptisée Generale Bank Nederland. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de développement entreprise par la G-Banque dans une région de 400 kilomètres autour de Bruxelles. ■ C'est dans le même esprit que se situe l'acquisition de 73,37% du capital de Fimagest, société française spécialisée dans la gestion de fonds

pour compte de tiers, qui devrait permettre à la G-Banque de renforcer sa présence dans le domaine très convoité de la gestion de valeurs mobilières. ■

Enfin, en Grande Bretagne, l'ouverture d'un bureau à Reading, au cœur de la Thames Valley, pôle industriel en pleine croissance, vient renforcer le réseau d'implantations de la Générale de Banque au centre de l'Europe. ■ A Hong Kong, où la G-Banque gère un réseau de plus de 20 agences tournées vers le service aux entreprises et aux particuliers, elle a créé la société Grand Generale Asia Ltd en partenariat avec Grand Resources Holding.

filiale de la Guangdong Development Bank et de la People's Bank of China. Cette nouvelle entité se spécialisera dans le courtage et la gestion de fonds. ■ Déjà bien implantée en Asie du sud et de l'est avec neuf bureaux de représentation permanents (Ho Chi Minh Ville, Beijing, Shanghai, Jakarta, Tokyo, ...), la G-Banque a signé des accords cadres avec quatre banques vietnamiennes pour le financement d'exportations belges de services et de biens d'équipement, dont le financement total se monte à BEF 650 millions. ■ En Afrique, la présence de la Générale de Banque s'exerce principalement par l'intermédiaire de sa filiale, la Banque Belgolaise, qui a poursuivi avec succès en 1995 son déploiement géographique, principalement dans les régions sub-sahariennes. ■ L'exercice 1995 de la Générale de Banque s'est clôturé par une hausse de 8% de son bénéfice net consolidé (part du groupe) qui s'établit à BEF 13,7 milliards, pour BEF 12,7 milliards en 1994, confirmant ainsi son dynamisme et sa volonté de s'affirmer comme partenaire financier incontournable.



Ferdinand Chaffart
Président du Comité de Direction



Sagem s'est renforcé sur le marché américain en remportant le contrat de fourniture, à l'opérateur américain EchoStar, de décodeurs numériques destinés à la réception directe de programmes de télévision par satellite.

Sagem est un groupe français de haute technologie. Il est constitué principalement de trois sociétés: Sagem S.A., SAT et Silec. Il a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires en hausse de 10,1%, de FRF 15,08 milliards, dont FRF 5,05 milliards à l'exportation et emploie 14.700 personnes dans le monde. Le résultat net consolidé, part du Groupe, a atteint FRF 548,9 millions, en augmentation de 12,7%. ■ Les intérêts de la Générale dans Sagem passent par Coficem dont elle détient 20%; cette dernière possède 40% du capital et 53% des droits de vote de Sagem. ■ Le groupe Sagem est n°1 européen dans plusieurs activités: les systèmes inertiels, les fax, les terminaux télécom et les terminaux pour télévision à péage. Sa filiale SAT est leader européen en communication de données et visiocommunications et elle est en outre le deuxième constructeur européen de systèmes optroniques. Silec est leader en câbles à hautes performances pour l'énergie et les télécommunications, domaines dans lesquels elle jouit d'une renommée mondiale. ■ Le chiffre d'affaires à l'export du groupe Sagem est en croissance régulière grâce à une présence dans 95 pays et en particulier l'implantation de filiales, de centres de recherche et de développement, ou de centres de production à l'étranger: Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne. ■ En 1995, Sagem s'est engagé sur le marché du radiotéléphone portatif G.S.M., avec le lancement de la série «Sagem R400», téléphone portable haut de gamme entièrement conçu et industrialisé en France. ■ Une première mondiale pour Sagem:

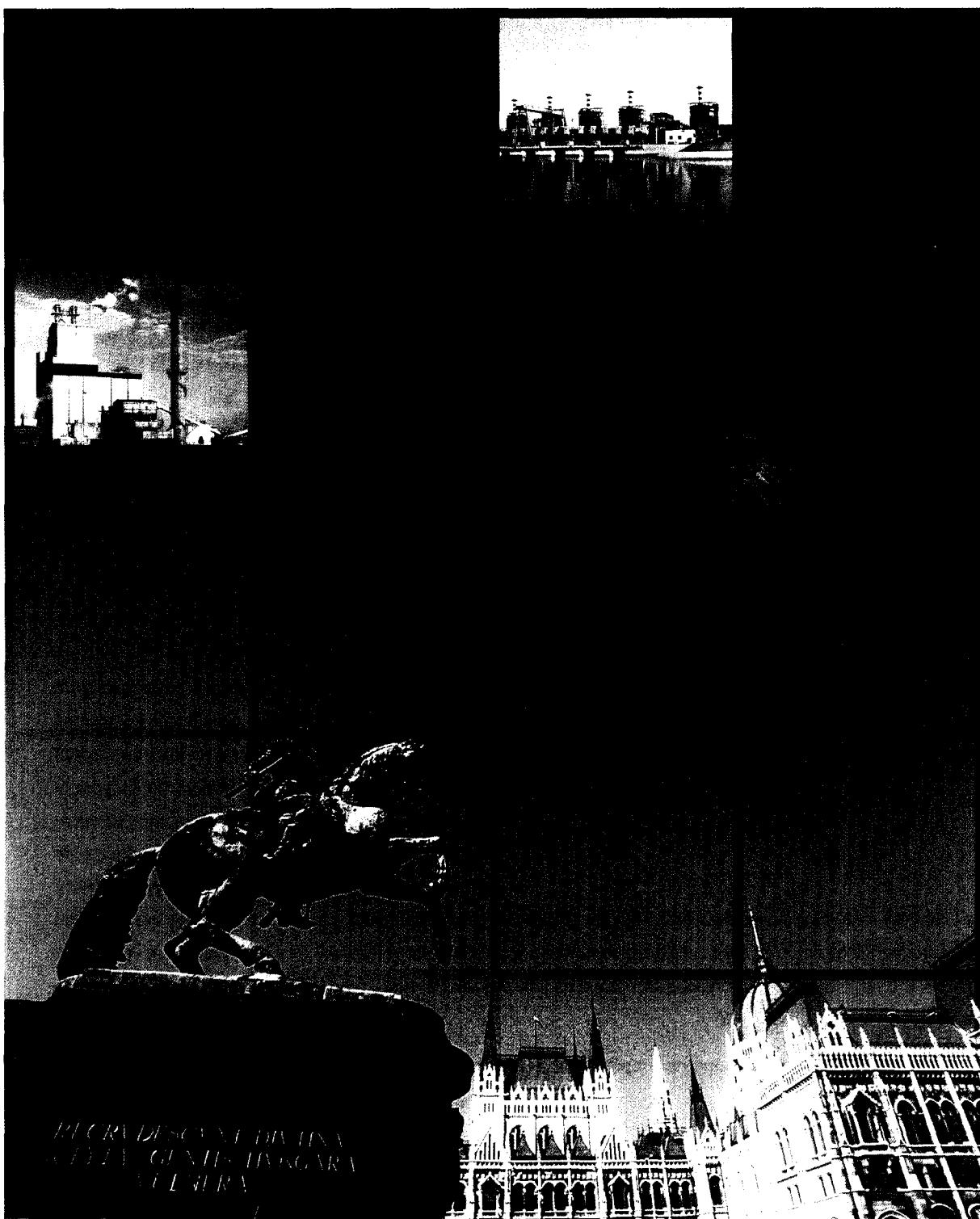
le lancement des Phonefax 330 et 350, premiers télecopieurs personnels avec impression sur papier normal, technologie jusque là réservée au marché professionnel. ■ 1995 a également vu la livraison du 7 millionième décodeur pour télévision analogique, secteur où Sagem occupe la première place au niveau européen. ■ Dans le secteur de la télévision numérique, le groupe Sagem a été retenu par l'opérateur américain EchoStar pour la fourniture de plusieurs centaines de milliers de décodeurs numériques destinés à la réception directe de programmes de télévision par satellite. ■ Autre témoin

de la créativité et du haut niveau technologique du groupe Sagem: le lancement, par SAT, en première mondiale, du premier modem mixte agréé en France, capable de fonctionner à la fois sur le réseau G.S.M. et le Réseau Téléphonique Commuté. ■ Enfin, Sagem S.A. a obtenu un important marché avec les Pays-Bas, pour la fourniture de quatre sections de drones légers d'observation Sperwer.

NB: Les chiffres-clés du groupe Coficem / Sagem n'étaient pas disponibles au moment de l'impression.



Pierre Faure
Président • Directeur Général



RICORDI DI UNA
CITTÀ GENNAIO 1944

En 1993, Poujol a acquis une partie de son dans le groupe énergétique de l'ensemble, en Hongrie. La compagnie possède des centrales dont huit autres. Le groupe détient des intérêts stratégiques dans le secteur énergétique, à plus de 8 000 MW.

Tractebel, qui a fêté en 1995 son centième anniversaire, est un groupe industriel belge spécialisé dans la production et la distribution d'électricité, dans la distribution de gaz, dans la gestion de l'environnement, la télédistribution, l'immobilier, les infrastructures et les ensembles industriels. Il est organisé en sept unités opérationnelles, entre lesquelles il existe de nombreuses synergies. ■ Traditionnellement centré sur la Belgique, le groupe a réussi, en quelques années, une diversification géographique qui a fait de lui un partenaire respecté au plan mondial : de 1990 à 1994, la progression du chiffre d'affaires du groupe s'est établie à 140% à l'étranger, contre 29% en Belgique. ■ Tractebel a réussi dans le secteur **Électricité et Gaz International** une percée spectaculaire. 1995 a vu naître de nombreux projets et accords de collaboration, pour la plupart via Powerfin, la puissance totale des centrales dans lesquelles le groupe détient des intérêts s'établit au 31 mars 1996 à plus de 6.000 MW. ■ Aux Etats-Unis, c'est American Tractebel Corporation qui a acquis, au terme d'une O.P.A. amicale, la société américaine de production d'électricité CRSS, qui gère un ensemble de centrales d'une puissance électrique globale de 500 MW, et qui possède un portefeuille de projets en développement correspondant à quelque 840 MW. ■ Participant à une privatisation dans la partie ouest de l'Allemagne, Powerfin a acquis 12,5% dans Stadtwerke Bremen. Cette société, qui assure les services d'électricité, de chaleur, de gaz et d'eau de la ville de Brême, dessert une

population de 550.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ BEF 26 milliards. ■ Via sa

filiale Rosen, Powerfin s'est vu confier la construction à Rosignano, en Italie, d'une centrale T.G.V. (cycle combiné gaz-vapeur) de 352 MW et de 410 t/h de vapeur dont la production d'électricité est destinée au réseau italien et la production de vapeur à l'usine Solvay de Rosignano.

■ Au Chili et en Hongrie, Powerfin a acquis des participations dans les centrales électriques de Tocopilla (594 MW) et de Dunamenti (1.976 MW). ■ La centrale de Windsor au Canada (Ontario) a été mise en service en

(BEF millions)	1995	1994
Chiffre d'affaires	321 699	297 777
Bénéfice net	31 497	29 410
Bénéfice par action (BEF)	823	778
Capitaux propres	262 971	254 296
Capitalisation boursière	167 254	132 089
Participation (directe)	27,53%	27,63%
Dividende par action (BEF)	370	355

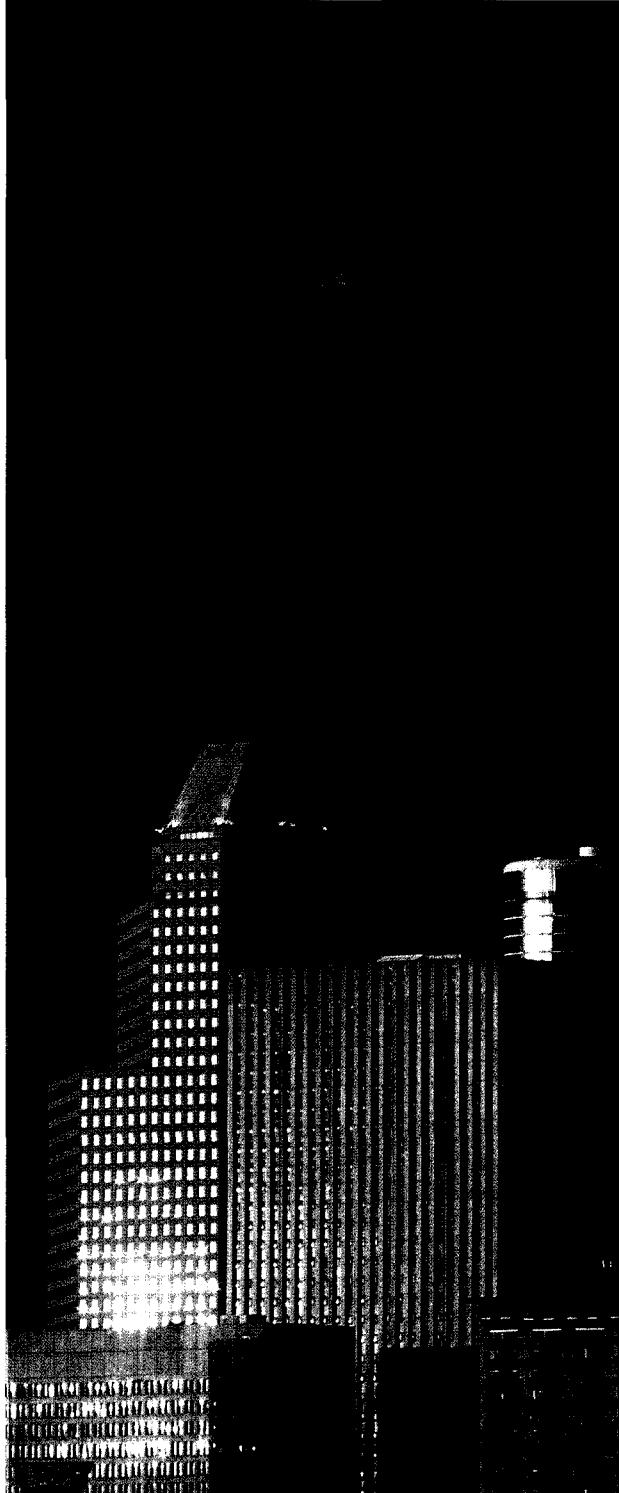
1995, dans les délais prévus, et le chantier de la centrale d'Al Manah (Sultanat d'Oman) et du réseau de haute tension se poursuit conformément aux prévisions. Tractebel a également conclu des accords en Inde et au Kazakhstan, en vue de la construction de nouvelles centrales, et en Thaïlande pour la construction d'un réseau gazier. ■ Dans le secteur des **Installations Techniques** et des **Services aux Collectivités**, le groupe Fabricom a poursuivi le renforcement de ses activités en Grande-Bretagne, d'une part par un accord de collaboration avec une société active dans le domaine de la construction modulaire (éléments d'usine préfabriqués) et d'autre part par le rachat, fin août, des activités de la société Logan-Fenamec, active dans les transports internes industriels. ■ En Espagne, Tractebel España a acquis une participation de 30% dans la société Metroparc, spécialisée dans l'exploitation de parkings. ■ Dans le secteur de l'**Environnement**, le



Philippe Bodson
Président de la Direction générale
Administrateur délégué

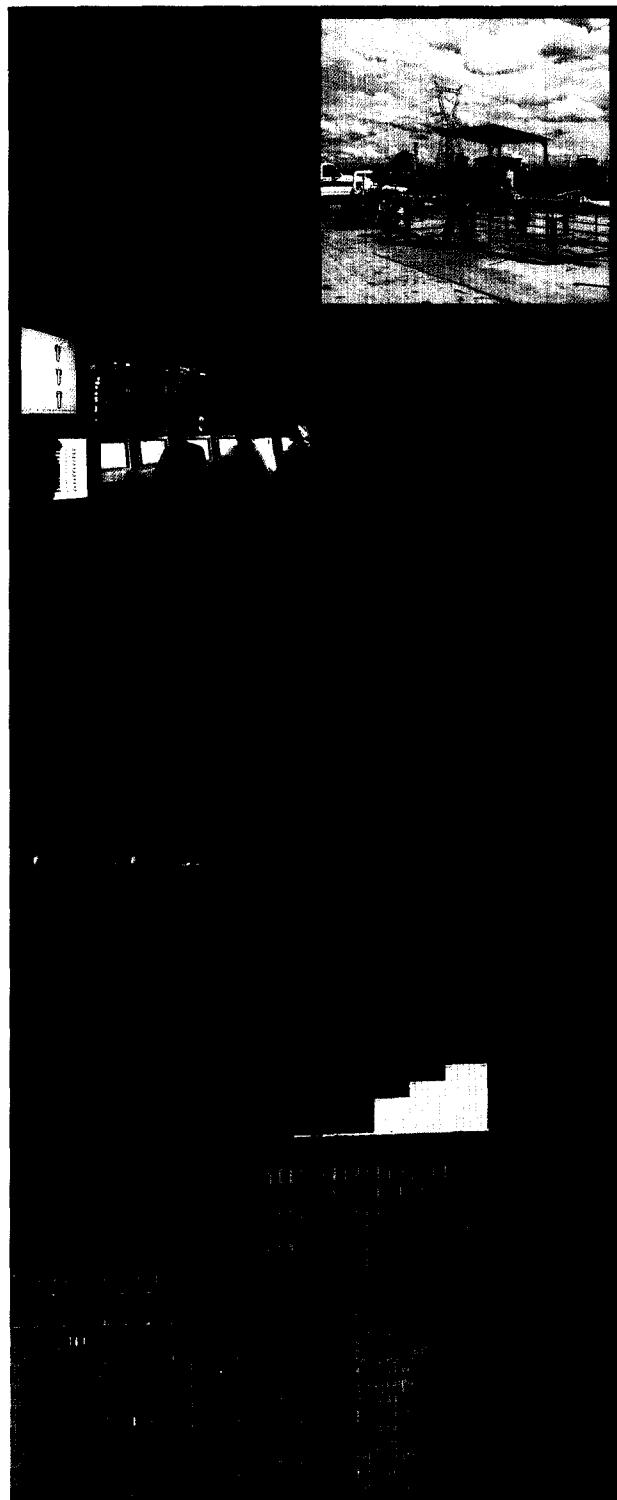


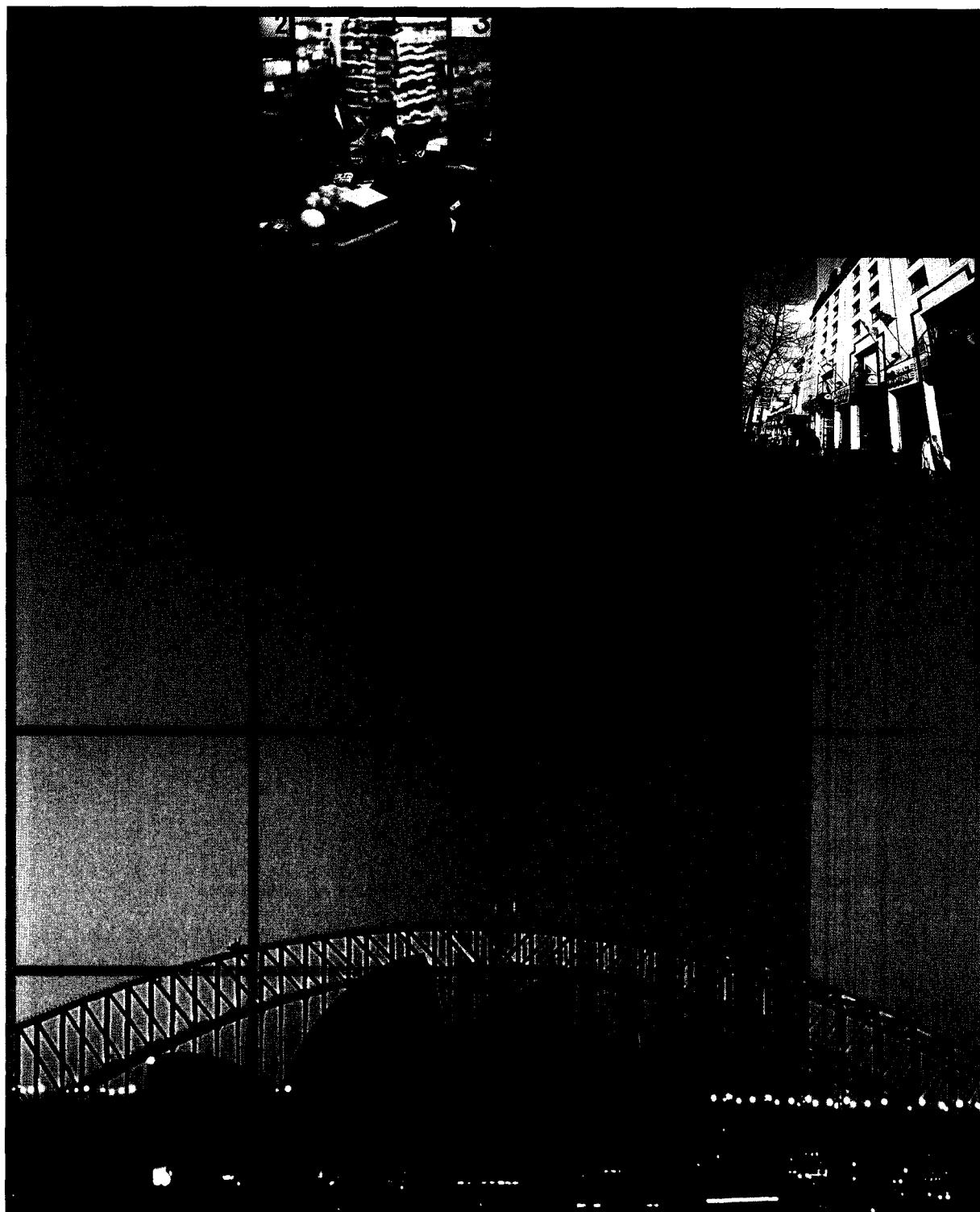
Au terme d'une OPA amicale, American Tractebel Corporation a acquis la société américaine de production CRSS, qui gère un ensemble de centrales d'une puissance électrique globale de 500 MW.



groupe a renforcé sa position à l'international dans la gestion intégrée des déchets. Divers accords ont été signés, notamment au Québec pour la gestion de l'ensemble des déchets domestiques produits par quelque 95.000 habitants, en Pologne pour ceux de la ville de Radom (300.000 habitants) et de la ville de Czestochowa (260.000 habitants). Autre acquisition, cette fois dans le sud-ouest de la France : la société Drimm, propriétaire et exploitante d'un centre d'enfouissement technique, d'un volume disponible de 2,1 millions de m³. ■ En **Ingénierie**, Tractebel a confirmé, tout au long de l'année, le haut niveau de compétence de ses équipes, dans des projets faisant appel à des techniques de pointe. Tractebel Development, filiale de Tractebel Ingénierie, s'est récemment vu confier une mission d'étude géologique du tracé d'un important projet autoroutier traversant Taiwan d'est en ouest et d'une longueur de 125 km (dont 55 km en tunnel). Epousant un parcours particulièrement accidenté, le projet a fait appel à l'interprétation géologique à partir d'images numériques prises par satellites, qui permet de localiser avec grande précision les grandes structures géologiques, les dislocations et plissements de l'écorce terrestre ainsi que les principales zones d'instabilité pour chacune des variantes du tracé. ■ Dans le cadre des programmes Tacis et Phare d'aide aux pays de l'ex-Union soviétique et d'Europe centrale, Tractebel Ingénierie participe, aux

côtés de Corys, Siemens et Thomson, au projet de huit simulateurs de conduite de centrales nucléaires de type V.V.E.R. Installés sur six sites dans cinq pays, ces simulateurs doivent permettre de répondre aux exigences multiples liées aux différents cycles de formation pour opérateurs, dans le souci de renforcer la culture de sûreté dans les pays de l'Europe de l'est. ■ Divers autres projets sont également à l'étude en Afrique (Guinée, Mali, Congo) ainsi qu'en Asie (Inde, Vietnam, Chine). ■ Le secteur de l'**Immobilier** a été marqué par le développement, en Pologne (Varsovie), d'un projet de complexe immobilier financé conjointement par la BERD et la Générale de Banque, tandis qu'en Belgique, la CIB concluait un joint venture avec Leasinvest, en vue de la gestion d'un portefeuille de contrats d'une valeur de BEF 240 millions. ■ En Belgique, qui reste le premier marché du groupe Tractebel, en particulier dans le domaine de l'**Électricité** et du **Gaz**, le Conseil des Ministres a adopté la première phase du plan d'équipement électrique présenté par Electrabel, et qui couvre la période 1995-2005. ■ Le bénéfice net consolidé (part du groupe) pour 1995 s'établit à BEF 11,3 milliards, soit 5,7% de plus qu'en 1994 avec un chiffre d'affaires de BEF 322 milliards en 1995 contre BEF 298 milliards un an plus tôt. Ces résultats, obtenus dans un environnement encore hésitant, ont pu être dégagés grâce à la vitalité dont ont fait preuve les équipes de Tractebel tout au long de cette année.





Cotée à la Bourse de Sydney (Australie), Accor Asia Pacific Corporation est devenu le premier réseau hôtelier de la région Asie-Pacifique, avec 116 hôtels opérant sous les marques Sofitel, Novotel, Mercure et Ibis.

Accor occupe une position de premier plan dans ses deux principaux domaines d'activité: l'**Hôtellerie** et les **Services aux Entreprises**. En 1995, Accor a réalisé un chiffre d'affaires de FRF 31 milliards contre FRF 33 milliards un an plus tôt (à périmètre constant, et avant effets de change, le chiffre d'affaires aurait progressé de 7,3%). Cette amélioration est essentiellement due à la progression des taux d'occupation et des prix dans l'hôtellerie aux Etats-Unis, ainsi qu'à la croissance soutenue des Services aux Entreprises. ■ Les années 1994 et 1995 ont été marquées par les efforts du groupe en vue de réduire son endettement et par la poursuite du développement d'Accor, en particulier sur les marchés émergents de l'Asie-Pacifique. ■ Pour réduire sa dette de FRF 23,5 milliards en 1993 à FRF 17 milliards pour la fin de 1996, Accor a pris des mesures énergiques de recentrage sur ses activités de base: cession de sa restauration à thème «Pizza del Arte» au groupe Le Duff, d'une partie de la restauration concédée au groupe Charterhouse et de sa chaîne de restaurants «L'Ecluse» à son management. ■ Par ailleurs, Accor s'est rapproché de Compass en vue de créer un des tout premiers groupes mondiaux de restauration collective, qui rassemble au sein de Compass, Eurest International et les 33% d'Accor dans Eurest France. De plus, cette opération a permis à Accor de devenir le principal actionnaire du nouvel ensemble dont il détient 22,5%. ■ Parallèlement, Accor a mené diverses opérations en vue de refinancer sa dette: deux

émissions obligataires ont été lancées pour un total de FRF 3,2 milliards et un crédit syndiqué international de FRF 5 milliards a été signé avec 38 banques. En tout, ce sont FRF 8,2 milliards qui auront été refinancés en 1995.

■ Preuves de son dynamisme, d'autres actions visant à des économies d'échelle ont été entreprises: lancement d'une O.P.E. sur le solde non détenu (30%) du capital de la CIWLT, en échange d'actions Accor; accord de restructuration d'Europcar avec le constructeur automobile allemand Volkswagen; etc. ■ Mais ce qui a le plus marqué l'année 1995 est la poursuite du développement du

(FRF millions)	1995	1994
Chiffre d'affaires	31 012	33 472
Bénéfice net	*	927
Bénéfice par action (FRF)	*	28,6
Capitaux propres	*	16 101
Capitalisation boursière	18 360	14 480
Participation (directe)	10,55%	11,6%
Dividende par action (FRF)	*	18

* données non disponibles au moment de l'impression

groupe Accor sur les marchés de l'Asie-Pacifique et au Brésil. ■ Accor Asia Pacific (AAPC Ltd) est devenu le premier réseau hôtelier de la région, avec 116 hôtels opérant sous les marques Sofitel, Novotel, Mercure et Ibis. 1995 a vu le parc hôtelier croître de 24 hôtels. ■ La croissance d'Accor dans cette région du monde s'appuie sur sa politique d'alliance avec des partenaires locaux: aux Philippines, quatre hôtels ont été repris avec Anglo-Asian Strategic Management Inc., tandis qu'au Japon, un accord de coopération avec Hokke Club a permis l'émergence d'Accor sur le marché local de l'hôtellerie milieu de gamme. ■ Quant au Brésil, où Accor est le leader incontesté des Titres de Service, le volume d'activités des 14 produits et services développés par le groupe a augmenté de 30% par rapport à 1994.



P. Dubrule et G. Périsson
Coprésidents



*Suite à la reprise de STAHLwerke BREMEN par sa filiale Sidmar,
le groupe Arbed s'est affirmé comme un des tout premiers
producteurs de produits plats en Europe.*

Arbed est un groupe industriel international basé au Luxembourg. Il est composé de neuf secteurs d'activités présents dans le monde entier. Avec une production de 11,5 millions de tonnes d'acier, le groupe figure parmi les premières sociétés sidérurgiques au monde. ■ Suite à la reprise de STAHLwerke BREMEN par sa filiale Sidmar, le groupe s'est affirmé comme un des tout premiers producteurs de produits plats en Europe. En produits longs, il occupe une position de leader dans le domaine des poutrelles et des palplanches. Il est par ailleurs un acteur important sur le marché européen des produits plats en acier inoxydable, figure parmi les grands producteurs mondiaux de steelcord et il est le premier producteur de tréfilés en Amérique du sud. Son réseau de vente, de négoce et de trading compte une cinquantaine de points d'appui dans le monde. Le groupe est également actif dans la production de feuilles de cuivre ultra-minces ainsi que dans l'ingénierie et la construction mécanique. ■ La consommation de produits sidérurgiques ayant connu une année fortement contrastée, le groupe Arbed a évolué en 1995 dans un environnement conjoncturel mouvementé. Il a pu tirer largement profit de la stratégie de développement mise en oeuvre au cours des exercices précédents, notamment en bénéficiant du renforcement du secteur des produits plats grâce à la première consolidation de STAHLwerke BREMEN. Aussi les résultats de l'année 1995 sont-ils en nette progression par rapport à 1994. Le chiffre d'affaires atteint LUF 257 milliards,

contre LUF 206 milliards en 1994, soit une augmentation de 25%. ■ Au cours de l'exercice 1995, Arbed a continué à renforcer sa vocation internationale orientée vers les marchés à haut potentiel de développement. Pour mieux organiser la vente dans le secteur des produits plats, Sidstahl a été créée. De plus, le groupe a intensifié ses efforts pour se positionner sur les marchés de l'Europe de l'est et sur les marchés porteurs du Sud-est asiatique. ■ Parallèlement, les montées en régime des aciéries électriques et des coulées continues de Stahlwerk Thüringen et de ProfilARBED Differdange,

(LUF millions)	1995	1994
Chiffre d'affaires	257 105	205 694
Bénéfice net	6 615	414
Bénéfice par action (LUF)	414	42
Capitaux propres	100 797	92 642
Capitalisation boursière	30 299	41 061
Participation (directe)	15,44%	15,87%
Dividende par action (LUF)	*	-

* donnée non disponible au moment de l'impression

le contrat de gestion de Belgo-Mineira, société de tête du secteur Brésil du groupe, avec Mendes Junior Siderurgia, ou encore la réorganisation des tréfileries au Luxembourg reflètent une année pleine de dynamisme. ■ Face à une accentuation prononcée de la concurrence et aux nouvelles normes de compétitivité imposées pour les «mini-mills», le secteur produits longs a présenté en fin d'année un plan d'entreprise qui prévoit la création d'usines sidérurgiques compactes et flexibles ainsi que la restructuration de l'emploi au Luxembourg. ■ Dans le cadre du renforcement de son secteur produits plats, Arbed a augmenté sa participation dans Sidmar, en reprenant les actions détenues par le groupe italien Falck. Arbed détient désormais 71,74% du capital de Sidmar. A son tour, Sidmar s'est renforcé dans STAHLwerke BREMEN, passant de 51,01% à 67,68%. ■ Ces résultats remarquables confirment la pertinence des choix stratégiques opérés par Arbed tout au long des dernières années qui permettront un renforcement de la croissance dans un secteur très compétitif.



Joseph Kinsch
Président du Conseil d'Administration
Président de la Direction générale

Comptes consolidés

COMMENTAIRES DES RESULTATS ET BILAN CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

RESULTATS

Après avoir progressé au cours des exercices 1993 et 1994 de 40 et puis de 27%, le **résultat net** du Groupe a reculé cette année de 16% ou BEF 1.806 millions et s'élève à BEF 9.205 millions.

L'examen des grands agrégats du compte de résultats fait ressortir que la variation d'un exercice à l'autre est essentiellement due aux résultats exceptionnels des sociétés intégrées globalement dont le solde est passé de BEF + 2.240 millions en 1994 à BEF - 1.828 millions en 1995, soit BEF 4.068 millions de moins.

Le résultat courant de ces mêmes sociétés a, lui aussi, été moindre puisqu'il est passé de BEF 1.263 à 766 millions. L'impôt a été une charge allégée de BEF 432 millions mais l'amélioration la plus significative se situe au niveau du résultat des sociétés mises en équivalence dont le total s'élève à BEF 10.780 millions cette année et BEF 9.488 millions l'an dernier, soit BEF 1.292 millions de mieux.

Le **chiffre d'affaires** progresse de 5% pour atteindre BEF 161 milliards. Comme le montre le tableau ci-dessous, Union Minière et Recticel ont contribué à cette évolution. Le lecteur intéressé trouvera dans le rapport annuel de ces deux sociétés une analyse plus développée de leurs ventes.

A la suite des augmentations du prix de ses matières premières et des frais de la mise au point de nouvelles lignes de produits, Recticel a vu son résultat d'exploitation fortement réduit; ceci explique la réduction de près de la moitié de ce solde intermédiaire qui concerne seulement les sociétés du Groupe intégrées globalement.

Le **résultat financier** des sociétés intégrées globalement poursuit la tendance à l'amélioration en cours depuis 4 ans. La trésorerie plus aisée dont jouit Union Minière à la suite des cessions de Union Mines et de la mine suédoise est, en 1995, le facteur principal de ce phénomène, d'autant plus qu'une réduction de valeur de BEF 573 millions a été actée sur les actions Suez pour ramener leur valeur comptable au cours de Bourse.

Ainsi qu'on peut le voir sur le tableau, le **résultat courant** a baissé de 40%, mais il ne faut pas perdre de vue que ces chiffres ne concernent que les filiales consolidées par intégration globale. Le progrès réalisé par Union Minière a été plus que compensé par la dégradation de Recticel dont le résultat courant est devenu négatif. Les "autres" sociétés - on entend par-là essentiellement la Générale et ses filiales financières - dégagent habituellement un résultat courant négatif car le mécanisme de la consolidation y concentre les frais de fonctionnement, les résultats financiers et l'amortissement du goodwill calculé sur toutes les participations.

La rubrique **résultat exceptionnel** est, cette année, négative de BEF 1,8 milliard alors qu'en 1994 elle dégageait un solde positif de BEF 2,2 milliards.

Au cours de 1995, les cessions d'immobilisations ayant dégagé une plus-value significative au niveau du Groupe de la Générale ont été peu nombreuses. Union Minière a réalisé un bénéfice de BEF 4,1 milliards sur la cession de Ammeberg Mining (mine suédoise) et de BEF 0,3 milliard sur la vente de terrains et constructions en Allemagne. La Générale elle-même a comptabilisé une plus-value consolidée de BEF 0,5 milliard sur la cession de la seconde partie de son siège social (voir également les commentaires sur les comptes sociaux).

En octobre 1995, Union Minière a annoncé la mise en oeuvre d'un important plan de restructuration qui s'est traduit dans les comptes du Groupe par la constitution de diverses provisions, surtout sociales, et d'amortissements exceptionnels sur des installations industrielles d'un montant global de plus de BEF 5,8 milliards. Recticel, confronté à des augmentations brutales du prix de ses matières premières et à des modifications profondes des conditions de marché a aussi décidé des restructurations significatives dans diverses entités de son groupe dont le coût s'élève à BEF 360 millions.

Le **résultat de l'exercice avant impôts**, à l'image du résultat exceptionnel, devient négatif de BEF 1.062 millions alors qu'il était positif de BEF 3.503 millions en 1994.

Sociétés	Chiffre d'affaires	Résultat courant	Résultat des sociétés mises en équivalence
Union Minière	1995 127 348	1994 122 908	1995 1 538
Recticel	32 320	29 604	1994 -333
Autres	930	794	-420
Tractebel			-
Générale de Banque			-
Fortis AG			-
Coficem			-
Total	160 598	153 306	1 263
		766	10 780
			9 488

COMMENTAIRES DES RESULTATS ET BILAN CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

Pratiquement toutes les sociétés intégrées globalement ont pris en charge un **impôt** sur le résultat moindre pour l'exercice 1995 que pour l'exercice précédent. Union Minière intervient pour une part importante dans le total de BEF 236 millions de cette rubrique, les autres entités enregistrent des charges ou des produits d'impôt de faible ampleur.

L'ensemble des sociétés consolidées par intégration globale a ainsi clôturé l'exercice par un résultat net négatif de BEF 1,3 milliard, de BEF 4,1 milliards inférieur à celui de l'exercice précédent. Le compte de résultats consolidé, dans sa structure de présentation, fait ainsi ressortir la moins bonne performance opérationnelle et surtout la prise en charges exceptionnelles de restructurations des filiales industrielles du Groupe intégrées globalement.

Par contre, la **quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence** est en amélioration sensible puisqu'elle passe de BEF 9.488 à 10.780 millions. Comme on peut le lire sur le tableau ci-dessus, ce n'est pas seulement la première mise en équivalence de Coficem qui explique l'accroissement mais surtout les progrès réalisés par Tractebel, Générale de Banque et Fortis AG.

BILAN

Les grands ensembles du bilan sont plutôt restés stables; seules les augmentations des actifs immobilisés (écart de consolidation et participations mises en équivalence) et des provisions pour risques et charges sont significatives.

ACTIF

Les **actifs immobilisés** s'accroissent de BEF 7 milliards pour atteindre BEF 188 milliards. Parmi les mouvements qui touchent les écarts de consolidation (voir détails au § 7 de l'Annexe), on relève ceux calculés par la Générale sur Coficem (BEF 2,9 milliards) et par Recticel sur l'acquisition faite à JCI (BEF 0,6 milliard) et les amortissements actés (BEF - 1,1 milliard). La valeur comptable nette de cette rubrique a augmenté de BEF 3 milliards.

Les **immobilisations corporelles** nettes diminuent de BEF 2 milliards qui s'expliquent par l'Union Minière (cession de la mine suédoise, amortissements exceptionnels d'installations à restructurer) pour BEF - 2,9 milliards et par Recticel qui a acquis une entité de JCI et investi des montants bien supérieurs aux amortissements, soit une variation nette de BEF 0,9 milliard.

La ventilation détaillée par type d'actif corporel et par flux est donnée dans le tableau du § 5.2. de l'Annexe.

L'acquisition de Coficem intervient pour BEF 1,6 milliard dans l'accroissement de BEF 6,5 milliards de la rubrique **Participations mises en équivalence**. Le solde de la variation correspond à l'écart entre le résultat généré en 1995 par ces sociétés et les dividendes décaissés durant la même période (pour le détail des flux, voir § 5.3.A. de l'Annexe).

L'augmentation du prix des matières premières de Recticel au cours de 1995 et l'activité soutenue de Union Minière ont contribué à accroître la valeur des **stocks** qui s'élève à BEF 30,6 contre 28,4 milliards.

PASSIF

Les **capitaux propres** totaux se maintiennent au même niveau qu'à la fin de 1994. La part des tiers y diminue sous l'effet de distribution de dividendes décrétés par des sociétés en bénéfice qui dépassent globalement leur part dans le résultat de l'exercice.

Les fonds propres revenant aux actionnaires de la Générale augmentent de BEF 700 millions grâce à une dotation aux réserves de BEF 1.015 millions partiellement compensée par des écarts de conversion négatifs et par un prélèvement sur les réserves expliqué au § 6 de l'Annexe.

Le plan de restructuration décidé par Union Minière et déjà évoqué ci-dessus dans les résultats exceptionnels se répercute également dans les **provisions pour autres risques et charges** dont le total croît de BEF 4,5 milliards du fait des dotations actées.

Les différentes rubriques des **dettes** varient en sens divers mais globalement on n'observe qu'une croissance de BEF 685 millions.

BILAN CONSOLIDE APRES REPARTITION AU 31 DECEMBRE

ACTIF

(en millions de BEF)

	1995	1994
	188 089	181 242
ACTIFS IMMOBILISÉS		
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevets, licences	1 548	1 003
Fonds de commerce	309	153
Logiciels	771	686
Autres immobilisations incorporelles	337	90
Acomptes versés	3	2
	128	72
Ecart de consolidation	14 588	11 616
Immobilisations corporelles		
Terrains et constructions	28 007	30 041
Installations, machines et outillage	9 437	11 354
Mobilier et matériel roulant	13 464	14 928
Location-financement et droits similaires	1 457	1 484
Autres immobilisations corporelles	572	346
Immobilisations en cours et acomptes versés	273	298
	2 804	1 631
Immobilisations financières	143 946	138 582
Participations mises en équivalence	98 132	91 662
Participations non consolidées	42 049	42 811
Créances	3 765	4 109
ACTIFS CIRCULANTS	92 134	94 280
Créances à plus d'un an		
Créances commerciales	801	4 786
Autres créances	122	132
	679	4 654
Stocks et commandes en cours d'exécution	30 605	28 902
Stocks	29 939	28 506
Commandes en cours d'exécution	666	396
Créances à un an au plus	34 203	27 922
Créances commerciales	23 988	22 803
Autres créances	10 215	5 119
Placements de trésorerie	21 325	26 304
Autres placements	21 325	26 304
Valeurs disponibles	2 800	4 157
Comptes de régularisation	2 400	2 209
TOTAL DE L'ACTIF	280 223	275 522

BILAN CONSOLIDE APRES REPARTITION AU 31 DECEMBRE

PASSIF

(en millions de BEF)

	1995	1994
	196 402	196 360
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		
Capitaux propres du Groupe		
Capital	166 470	165 769
Primes d'émission	58 928	58 928
Réserves	42 167	42 167
Ecarts de consolidation	63 872	62 981
Ecarts de conversion	3 954	3 954
	-2 451	-2 261
Intérêts des tiers	29 932	30 591
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16 562	12 588
Provisions pour risques et charges		
Pensions et obligations similaires	15 969	11 882
Charges fiscales	5 951	6 174
Grosses réparations et gros entretiens	31	99
Autres risques et charges	481	547
	9 506	5 062
Impôts différés	593	706
DETTES	67 259	66 574
Dettes à plus d'un an		
Dettes financières	15 357	15 054
Dettes commerciales	14 095	13 939
Autres dettes	90	0
	1 172	1 115
Dettes à un an au plus		
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	49 475	48 825
Dettes financières	4 930	3 950
Dettes commerciales	8 504	9 030
Acomptes reçus sur commandes	14 182	16 882
Dettes fiscales, salariales et sociales	1 160	799
Autres dettes	6 000	6 418
	14 699	11 746
Comptes de régularisation	2 427	2 695
TOTAL DU PASSIF	280 223	275 522

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de BEF)

	1995	1994
Ventes et prestations		
Chiffre d'affaires	164 656	155 918
Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution; augmentation (réduction)	160 598	153 306
Production immobilisée	1 744	742
Autres produits d'exploitation	506	359
	1 808	1 511
Coût des ventes et prestations	163 833	154 419
Approvisionnements et marchandises	110 533	102 635
Achats	110 341	103 944
Variation des stocks; (augmentation) réduction	192	-1 309
Services et biens divers	16 788	16 060
Rémunérations, charges sociales et pensions	28 521	27 727
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	5 905	6 024
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours et sur créances commerciales; dotations (reprises)	360	270
Provisions pour risques et charges; dotations (utilisations, reprises)	67	-36
Autres charges d'exploitation	1 659	1 739
Bénéfice d'exploitation	823	1 499
Produits financiers	5 803	5 990
Produits des immobilisations financières	1 239	1 510
Produits des actifs circulants	2 231	2 283
Autres produits financiers	2 333	2 197
Charges financières	5 860	6 226
Charges des dettes	2 356	2 425
Réductions de valeur sur actifs circulants	755	114
Autres charges financières	2 749	3 687
Résultat financier	-57	-236
Bénéfice courant	766	1 263

COMpte DE RESULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de BEF)

	1995	1994
Produits exceptionnels	6 285	7 984
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	45	0
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	57	185
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	629	298
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	5 287	6 942
Autres produits exceptionnels	267	559
Charges exceptionnelles	8 113	5 744
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 297	910
Réductions de valeur sur immobilisations financières	217	3 127
Provisions pour risques et charges exceptionnels	5 147	193
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	70	40
Autres charges exceptionnelles	1 382	1 474
Résultat exceptionnel	-1 828	2 240
Bénéfice de l'exercice avant impôts	-1 062	3 503
Impôts sur le résultat	-236	-668
Bénéfice de l'exercice des entreprises intégrées	-1 298	2 835
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	10 780	9 488
Résultats en bénéfice	10 802	9 505
Résultats en perte	-22	-17
Bénéfice consolidé	9 482	12 323
Part des tiers dans le résultat	277	1 312
Part du Groupe dans le résultat	9 205	11 011

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

(en millions de BEF)

	1995	1994
Affectation de la part du Groupe	9 205	11 011
Prélèvements sur les (dotations aux) réserves (Rémunération des actionnaires de la société)	-1 015	-2 929
	-8 190	-8 082
Affectation de la part des tiers	277	1 312
Prélèvements sur les (dotations aux) intérêts des tiers (Rémunération des actionnaires tiers)	290	-485
	-567	-827

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en millions de BEF)

	1995	1994	1993
Opérations d'exploitation			
Résultat net consolidé part du Groupe	9 205	11 011	8 688
Résultat net consolidé part des tiers	277	1 312	1 816
Résultat réservé des sociétés mises en équivalence	-5 287	-4 634	-2 725
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	5 881	5 744	9 414
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et écarts de consolidation	1 277	1 190	2 238
Extournes d'amortissements de subsides en capital	-115	-150	-220
Réductions (reprises de réductions) de valeur sur immobilisations financières	161	2 945	4 885
Autres charges (produits) exceptionnels sans incidence sur la trésorerie	128	-195	3 854
Dotations aux (reprises et utilisations de) provisions	4 287	305	-1 389
(Plus-) moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	-5 136	-6 933	-13 005
Marge brute d'autofinancement	10 678	10 595	13 556
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-8 671	7 407	12 735
Impact des variations de périmètre et de change sur le besoin en fonds de roulement	61	-636	-6 985
Augmentation (diminution) de la trésorerie d'exploitation	2 068	17 366	19 306
Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-5 162	-4 053	-8 116
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-476	-293	-468
Acquisitions de nouvelles sociétés	-4 568	-348	-2 040
Prises de participation complémentaires dans des sociétés du Groupe	-983	-5 770	-7 966
Achats d'actions non consolidées	-845	-12 394	-932
Nouveaux prêts accordés y compris achats d'obligations	-882	-4 671	-753
Sous-total des acquisitions	-12 916	-27 529	-20 275
Cessions d'immobilisations corporelles	1 675	1 099	1 050
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	27
Cessions globales de sociétés du Groupe	4 834	4 422	10 844
Cessions partielles de sociétés du Groupe	1 036	8 109	10 644
Cessions d'actions non consolidées	447	9 236	2 154
Remboursements d'anciens prêts y compris cessions d'obligations	4 909	252	644
Sous-total des cessions	12 901	23 118	25 363
Augmentation (diminution) de la trésorerie d'investissement	-15	-4 411	5 088
Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires à la suite d'une augmentation de capital	25	0	5 744
Sommes payées aux actionnaires à la suite d'un remboursement de capital	-5	-1	-163
Subsides en capital	35	66	16
Nouveaux emprunts	8 532	3 213	4 840
Remboursements d'emprunts	-7 437	-9 796	-6 571
Dividendes versés par la société mère à ses actionnaires	-8 070	-7 098	-6 867
Dividendes versés par les filiales aux minoritaires	-977	-545	-1 705
Augmentation (diminution) de la trésorerie de financement	-7 897	-14 161	-4 706
Variation des valeurs disponibles diminuées des dettes bancaires à court terme	-5 844	-1 206	19 688
Situation nette de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	21 574	20 611	923
Modification de la règle de classement des dettes échéant dans l'année vis-à-vis des établissements de crédit	21 574	2 169	
Situation nette de trésorerie à la clôture de l'exercice	21 574	22 780	
Variation de la situation nette de trésorerie	15 730	21 574	20 611
	-5 844	-1 206	19 688

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FINANCEMENT 1995

Les résultats réservés des sociétés mises en équivalence ont progressé d'une manière significative depuis 1993. Dans le tableau de financement on enlève du résultat net le résultat réservé des sociétés mises en équivalence, ce qui revient à y remplacer la quote-part du Groupe dans le résultat de ces sociétés par les dividendes encaissés par les sociétés détentrices pour obtenir la variation de la trésorerie d'exploitation du Groupe.

Les dotations aux amortissements sur lesquelles le lecteur trouvera des indications dans le compte de résultats et dans l'annexe § 5.1. et 5.2., sont, en ce qui concerne les immobilisations corporelles et incorporelles, attribuables à Union Minière et Recticel. Du total de BEF 5,9 milliards d'amortissements sur immobilisations corporelles, un montant de BEF 1,2 milliard est une charge exceptionnelle enregistrée dans le cadre du plan de restructuration de Union Minière.

L'amortissement total du goodwill (BEF 1,1 milliard) se partage entre la Générale (BEF 0,7 milliard), Union Minière (BEF 0,2 milliard) et Recticel (BEF 0,2 milliard).

Les dotations aux provisions pour risques et charges s'expliquent par les restructurations décidées par Union Minière (BEF 4,5 milliards) et Recticel (BEF 0,4 milliard); ces dotations sont partiellement compensées par des reprises effectuées par la Générale et ses filiales financières (BEF 0,4 milliard) ainsi que par Recticel (BEF 0,2 milliard).

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation provoque en 1995 une variation négative de BEF 8,7 milliards sur la trésorerie d'exploitation alors qu'au cours des deux exercices précédents cette variation était largement positive. Au cours de l'exercice sous revue les stocks de Union Minière et de Recticel ont augmenté de respectivement BEF 1 et 0,6 milliard. Les filiales de trading de Union Minière avaient à la clôture du 31 décembre 1994 des engagements élevés envers les fournisseurs et, au cours de l'exercice 1995, elles en ont diminué le solde de BEF 2,8 milliards. Enfin, à la fin de l'année, le CCG a accordé à une filiale de la Compagnie de Suez un prêt à court terme de BEF 3 milliards et Recticel a vu ses créances commerciales s'accroître de BEF 1,3 milliard.

Les plus- et moins-values sur cessions d'immobilisés sont commentées dans les résultats exceptionnels.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles (BEF 5,2 milliards) ont été essentiellement réalisées par Union Minière et Recticel (respectivement BEF 3,4 et 1,7 milliards); celles de nouvelles sociétés du Groupe concernent Coficem (BEF 3,5 milliards) et Recticel-JCI (BEF 1,1 milliard).

Les immobilisations corporelles cédées l'ont été par la Générale (immeuble social : BEF 0,8 milliard) et Union Minière (terrains et immeubles Altenberg : BEF 0,6 milliard). Pour les cessions totales de participations consolidées il s'agit exclusivement de Ammeberg, la mine suédoise de Union Minière.

Les nouveaux emprunts (BEF 8,5 milliards) ont été contractés par Union Minière (BEF 4,6 milliards) et par Recticel (BEF 3,9 milliards); les remboursements ont été effectués par Union Minière (BEF 5,7 milliards), la Générale et Recticel (chacune BEF 0,8 milliard).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

NB : Sauf indication contraire, tous les montants repris dans l'Annexe sont exprimés en millions de BEF.

§ 1 CRITERES D'APPLICATION DES METHODES DE CONSOLIDATION

L'intégration globale est retenue pour les filiales dans lesquelles la société consolidante exerce un contrôle de droit ou de fait.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux filiales détenues et gérées conjointement par un nombre limité d'actionnaires.

La mise en équivalence est utilisée pour les entreprises associées, sur lesquelles une ou des sociétés comprises dans la consolidation exercent une influence notable.

Dans les cas significatifs où un de ces critères n'est pas appliqué, la justification en est donnée au § 2 ci-après.

§ 2 PERIMETRE

§ 2.1 Liste des plus importantes filiales et sous-filiales intégrées globalement par la Générale

Dénomination, Siège et Pays

	Pourcentage d'intérêt en	
	1995	1994
Société Générale de Belgique, Bruxelles - B	100,00	100,00
Union Minière, Bruxelles - B	50,16	50,16
Union Minière France, Bagnolet - F	50,16	50,16
Union Minière SF, Bruxelles - B	50,16	50,16
Sogem, Bruxelles - B	49,98	49,94
Union Minière Mexico, Mexico City - MEX	26,80	20,07
Metalrame, Avellino - I	50,16	50,16
K.M.Z.M., Machelen - B	42,89	42,46
Asturienne Penamet, Pantin - F	50,16	50,16
Sibeka, Bruxelles - B	27,33	27,33
Syndiaco, Tortola - BVI	27,33	27,33
Syndianed, Vianen - NL	27,33	27,33
Diamant Boart ICC, Bruxelles - B	27,17	27,17
Diamant Boart, Bruxelles - B	27,17	27,17
Sibinter, Luxembourg - L	27,33	27,33
CEDEE, Bruxelles - B	100,00	100,00
Centrans, Rotterdam - NL	-	100,00
Centre de Coordination "Générale", Bruxelles - B	100,00	100,00
CIG-Intersys Group, Bruxelles - B	68,49	68,50
Finoutremer, Bruxelles - B	55,16	55,16
Agriges, Bruxelles - B	55,16	55,16
Agricom, Bruxelles - B	52,38	52,38
Chanic, Bruxelles - B	30,86	30,86
Recticel, Bruxelles - B	69,95	70,05
Recticel Deutschland, Bexbach - D	69,95	70,05
Recticel, Kesteren - NL	69,95	70,05
Schlarrafia, Bochum - D	69,95	70,05
Recticel UK, Afreton - GB	69,95	70,05
Recticel Foam Corp., Laporte - USA	69,95	70,05
Recticel, Clichy-La-Garenne - F	69,95	70,05

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

§ 2.1 Liste des plus importantes filiales et sous-filiales intégrées globalement par la Générale (suite)

Dénomination, Siège et Pays

Pourcentage d'intérêt en

	1995	1994
Recticel Holdnoord, Kesteren - NL	69,95	70,05
Centre de Coordination Recticel, Bruxelles - B	69,95	70,05
Recticel JCI Formschaum, Espelkamp - D	69,95	-
RUS Inc., Wilmington - USA	69,95	70,05
Genfina, Bruxelles - B	60,00	60,00
GIF, Luxembourg - L	100,00	100,00
GIF, Rotterdam - NL	100,00	100,00
GIF, Curaçao - NA	100,00	100,00
Sogenbel, Bruxelles - B	100,00	100,00
Tanks, Nassau - BAH	100,00	100,00
UFI, Liège - B	99,98	99,98

§ 2.2. Liste des principales sociétés mises en équivalence par la Générale

Tractebel, Bruxelles - B	34,38	34,40
CIB, Bruxelles - B	10,60	10,57
Rineau, Nantes - F	31,01	31,03
Groupe Fabricom, Bruxelles - B	33,85	33,87
Gecoli, Linkebeek - B*	-	10,75
CPTE - Linkebeek - B	10,60	10,99
Powerfin, Bruxelles - B	21,07	20,97
Distrigaz, Bruxelles - B	14,31	14,32
Electrabel, Bruxelles - B	11,81	11,59
Coditel, Bruxelles - B	27,31	27,34
American Tractebel, New-York - USA	27,01	20,97
Générale de Banque, Bruxelles - B	29,97	30,00
Banque Parisienne de Crédit, Paris - F	29,97	30,00
Banque Belgo-Zaïroise, Bruxelles - B	16,55	16,13
Générale de Banque Belge pour l'Etranger, Bruxelles - B	29,97	30,00
Banque Générale du Luxembourg, Luxembourg - L	13,13	13,09
Eurolease, Bruxelles - B	29,97	30,00
Compagnie de Gestion et de Banque Gonet, Genève - CH	29,97	29,99
Generale Bank & Co, Cologne - D	29,97	30,00
Generale Bank Nederland - Rotterdam - NL	28,26	-
Fortis AG, Bruxelles - B	19,31	19,19
AG 1824, Bruxelles - B	9,66	9,62
Amev / VSB 1990, Utrecht - NL	9,66	9,62
CGER-Banque, Bruxelles - B	4,82	4,80
CGER-Assurances, Bruxelles - B	4,82	4,80
SNCI - Bruxelles - B	4,69	-
Caifor, Barcelone - E	4,83	4,81
AG 1990, Utrecht - NL	19,31	19,25
Coficem - Paris - F	20,00	-
Sagem - Paris - F	8,14	-
Sat - Paris - F	5,70	-
Silec - Paris - F	5,24	-

* société fusionnée avec CPTE en 1995.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

§ 2.3 Relevé des sociétés

Les deux listes ci-avant ne reprennent que les filiales et les sociétés associées détenues directement par la Générale ainsi que les entités les plus significatives de leur périmètre de consolidation lorsqu'elles établissent des comptes consolidés.

Le périmètre complet du Groupe de la Générale comprend en 1995 : 191 intégrations globales, 7 intégrations proportionnelles et 801 mises en équivalence. Pour l'exercice précédent ces nombres étaient respectivement de 199, 6 et 721.

L'insertion, ici, de la liste complète des filiales intégrées et des sociétés mises en équivalence, dont une grande part a un poids relativement peu important, présenterait un faible intérêt pour le lecteur. Ce relevé de toutes les sociétés est déposé à la Banque Nationale de Belgique en même temps que les comptes sociaux et consolidés; il peut aussi être obtenu sur simple demande à la Direction de la Communication de la Générale.

Les rapports annuels des principales sociétés intégrées ou mises en équivalence par la Générale fournissent, en outre, une information complémentaire plus détaillée sur leur périmètre de consolidation.

§ 2.4 Sociétés non consolidées

Filiales non consolidées par la Générale, car non significatives:

- Société Générale de Belgique (Japan) Co. Ltd, Tokyo - J
- Société d'Investissement du Bassin Liégeois, Liège - B
en liquidation:
 - De Coene, Courtrai - B
 - Belgatel, Bruxelles - B.

Société associée qui n'est pas mise en équivalence par la Générale, car l'inclusion ne serait pas significative: Société Espace Léopold, Bruxelles - B.

Les listes exhaustives des filiales non consolidées, globalement ou proportionnellement, et des sociétés associées non mises en équivalence au niveau des filiales et sous-filiales contiennent 486 noms. Comme la plupart de ces sociétés s'y trouvent du fait de leur taille insignifiante, l'insertion de ces listes dans le présent rapport n'apporterait aucune information digne d'intérêt pour le lecteur. Ces relevés sont joints aux documents déposés à la Banque Nationale de Belgique; ils peuvent être obtenus directement à la Direction de la Communication de la Générale.

§ 2.5 Traitement en consolidation de TRACTEBEL

La mise en équivalence de Tractebel est maintenue sur base de l'article 14 § 1er de l'arrêté royal du 6 mars 1990. Ce traitement a été commenté dans les rapports de la Société Générale de Belgique afférents aux exercices 1991 à 1993.

A titre d'information, le lecteur trouvera, ci-après, les comptes consolidés de Tractebel.

Bilans consolidés après affectation			(en millions de BEF)
	31.12.1995	31.12.1994	
ACTIF			
Actifs immobilisés	467 345	450 640	
Immobilisations incorporelles	14 959	11 364	
Immobilisations corporelles	257 695	257 439	
Immobilisations financières	194 691	181 837	
Participations mises en équivalence	134 275	130 035	
Autres participations	56 012	46 729	
Créances	4 404	5 073	
Actifs circulants	195 478	184 745	
Total de l'actif	662 823	635 385	
 PASSIF			
Capitaux propres totaux	262 971	254 296	
Capitaux propres du Groupe	99 101	94 908	
Intérêts des tiers	163 870	159 388	
Provisions pour risques et charges	89 120	79 724	
Dettes	310 732	301 365	
Dettes à plus d'un an	131 545	127 967	
Dettes à un an au plus	163 691	162 714	
Comptes de régularisation	15 496	10 684	
Total du passif	662 823	635 385	
 Comptes de résultats consolidés			(en millions de BEF)
	1995	1994	
Ventes et prestations	326 663	307 688	
Coût des ventes et prestations	315 783	296 822	
Résultat d'exploitation	10 880	10 866	
Résultat financier	27 985	24 672	
Bénéfice (perte) courant(e)	40 157	36 697	
Résultat exceptionnel	605	1 492	
Bénéfice (perte) de l'exercice avant impôts	40 762	38 189	
Impôts sur le résultat	-9 265	-8 779	
Bénéfice (perte) consolidé(e)	31 497	29 410	
Part des tiers dans le résultat	20 161	18 689	
Part du Groupe dans le résultat	11 336	10 721	

§ 2.6 Modifications de l'exercice

A. Au niveau de la Générale:

Entrée de Coficem (opération la plus significative de l'exercice), sortie de Centrans à la suite de sa mise en liquidation.

B. Au niveau des filiales, les principales variations du périmètre sont:

- chez Fortis AG : entrée de la SNCI;
- chez Générale de Banque : entrée de la Banque de la Poste et Generale Bank Nederland, sortie de GMIC, Banque Dupuy et Générale de Banque Belge (France) absorbée par Banque Parisienne de Crédit;

- chez Recticel : entrée de Recticel JCI Formschaum, sortie de Carbo Holding Noord;
- chez Sibeka : mise en équivalence de sociétés du réseau Diamant Boart;
- chez Tractebel : Gecoli absorbe CPTE et reprend le nom de CPTE, absorption de Immobilière Tractebel par Tractebel.
- chez Union Minière : sortie de Ammeberg Mining.

§ 3 LISTE DES PRINCIPALES ENTREPRISES NON CONSOLIDÉES DANS LESQUELLES LE GROUPE DETIENT PLUS DE 10%

Au niveau de la Générale, les sociétés significatives concernées sont : Société Espace Léopold, Belfin, Accor et Arbed.

Au niveau des filiales, les principales participations sont :

- chez Union Minière : Contimine, Laser Power Corporation.

Le lecteur pourra trouver les informations requises sur ces entreprises dans le point V de l'Annexe aux comptes sociaux de chacune des sociétés détentrices.

§ 4 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES

Retraitements et éliminations

L'application de règles comptables et méthodes d'évaluation homogènes à l'intérieur du Groupe permet de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées et conduit à retraiter les comptes sociaux conformément aux principes comptables exposés ci-dessous.

Après cumul des bilans et des comptes de résultats, éventuellement retraités, les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits d'opérations entre les sociétés du Groupe, sont éliminés.

Gains ou pertes d'intérêts

Un gain ou une perte est constatée en résultat en cas de diminution du pourcentage de détention effectif dans une société consolidée lors d'une augmentation de capital.

Lorsque, dans les mêmes circonstances, le Groupe augmente son pourcentage, les différences de consolidation qui en découlent sont traitées comme des écarts de consolidation actifs.

Conversion des actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis aux taux de change officiels de fin d'exercice. Pour les sociétés belges, il s'agit des postes non libellés en francs belges; pour les sociétés étrangères, il s'agit des postes libellés dans une devise autre que celle utilisée pour leurs états financiers. Les pertes ou gains résultant de ces conversions ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultats.

Conversion des états financiers des sociétés et succursales étrangères

Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis en francs belges aux taux de change officiels de fin d'exercice, et les comptes de résultats aux taux moyens de l'exercice. Les écarts résultant de cette méthode de conversion sont débités ou crédités aux fonds propres; la part du Groupe dans ces écarts figure dans le poste "Ecarts de conversion" des fonds propres consolidés.

Date de clôture

Les comptes consolidés sont arrêtés au 31 décembre, date de clôture de la société mère et de la grande majorité des sociétés consolidées. Lorsque la date de clôture d'une société est comprise entre le 30 septembre et le 31 décembre, ses comptes annuels sont utilisés tels quels; si la date de clôture est antérieure au 30 septembre, une situation intercalaire au 31 décembre est établie pour les besoins de la consolidation.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie économique estimée des actifs concernés selon la méthode linéaire ou dégressive.

Les durées de vie utilisées sont les suivantes :

- Bâtiments: 20 à 50 ans (linéaire);
- Equipements et mobilier: 3 à 10 ans (linéaire ou dégressif);
- Installations complexes, machines et outillage spécifique: 5 à 20 ans (linéaire ou dégressif).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

Les acquisitions sont comptabilisées au prix de revient. Les réparations et l'entretien sont débités au compte de résultats. Les actifs acquis en leasing figurent dans les immobilisations pour leur valeur d'origine et les loyers payés sont remplacés dans le compte de résultats par des amortissements et des frais financiers.

Écarts de première consolidation et écarts d'acquisition

Lorsqu'une société est consolidée pour la première fois, il est constaté un écart entre le prix de revient des titres et la part dans les fonds propres de la société. Cet écart trouve le plus souvent sa justification dans l'existence de plus- et moins-values latentes sur les actifs et passifs de la société acquise, ou dans la rentabilité future escomptée de l'investissement.

Les principaux écarts liés à la réestimation des actifs et passifs sont, à partir du 1er janvier 1988, affectés en augmentation ou en diminution des postes du bilan concernés, et amortis, dépréciés ou repris au résultat selon les règles applicables auxdits éléments.

L'écart résiduel, de nature incorporelle, est inscrit au bilan consolidé sous la rubrique "Écarts de consolidation" et est amorti linéairement sur une période n'excédant pas 20 ans.

Immobilisations financières

Dans le bilan consolidé, les participations mises en équivalence sont évaluées selon la part dans les fonds propres déterminés d'après les règles de consolidation au lieu de la valeur comptable dans la société détentrice.

Les titres de participation non consolidés représentent des investissements durables qui permettent d'exercer une influence décisive ou notable dans la société émettrice, ou d'établir avec elle des relations d'affaires, mais qui ne rentrent pas dans les critères de consolidation. Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition, compte tenu des montants restant éventuellement à libérer. Une réduction de valeur spécifique est enregistrée lorsque l'évaluation effectuée chaque année fait apparaître une dépréciation durable.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût historique obtenu par application de la méthode premier entré, premier sorti (FIFO) ou, à défaut, de la méthode du coût moyen pondéré calculé sur une période n'excédant pas la durée moyenne de stockage. Certains produits non ferreux, dont les cours sont soumis à d'importantes variations cycliques, sont évalués selon la méthode dernier entré, premier sorti (LIFO) afin de mieux refléter la réalité économique de cette activité. Si la valeur de réalisation des stocks est inférieure au prix de revient, une réduction de valeur est enregistrée.

Le prix de revient des produits achetés comprend le coût d'acquisition net et les frais accessoires. Pour les produits finis et les stocks en cours de production, le prix de revient tient compte des frais directs et d'une quote-part de frais indirects de production.

Commandes en cours d'exécution

Le prix de revient des contrats à long terme est déterminé de la même manière que les en-cours de production; il peut en outre inclure des frais financiers engagés directement pour leur financement.

Les contrats à long terme sont évalués selon la méthode du "bénéfice à l'avancement des travaux".

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Si elles sont libellées en devises étrangères, elles sont enregistrées pour leur contre-valeur en francs belges au cours du jour d'acquisition.

En fin d'exercice, elles sont évaluées sur base du dernier cours de change de l'exercice. En ce qui concerne les créances, les règles de réduction de valeur sont semblables à celles arrêtées pour les titres.

Placements de trésorerie

Sont portées sous cette rubrique les créances en compte à terme sur des établissements de crédit ainsi que les valeurs mobilières acquises selon les opportunités des marchés, ou en remplacement temporaire de trésorerie excédentaire. Ils sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur boursière pour les titres cotés et à la valeur estimative pour les non cotés, si ces dernières sont inférieures à la première.

Provisions pour pensions

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les employeurs et les salariés sont, en général, prises en charge par les organismes extérieurs spécialisés. Les cotisations dues au titre de l'exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Les plans de retraite complémentaire, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions qui sont calculées par des méthodes actuarielles sur base de rémunérations projetées à la fin de la carrière.

Impôts sur les sociétés

Dans les comptes consolidés, des impôts différés sont constatés sur l'ensemble des différences temporaires, résultant de charges et de produits inclus ou exclus du résultat comptable d'un exercice mais déductibles ou réintègrables dans la base imposable des exercices au cours desquels ces différences se reverseront.

La méthode dite "du report variable" est appliquée, c'est-à-dire que les impôts différés sont calculés sur base du dernier taux connu à la date d'arrêté.

A cette date et pour chacune des entités fiscales comprises dans le périmètre de consolidation, il est procédé à la compensation des actifs et passifs d'impôt sur toutes les différences temporaires. Une fois cette compensation individuelle effectuée, seul le solde net d'impôt différé passif est comptabilisé au bilan.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

§ 5 5.1 Etat des immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets, licences	Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Acomptes versés	Total
A. Valeur d'acquisition						
• A l'ouverture de l'exercice	239	950	257	14	72	1 532
• Mutations						
- Variations de périmètre	0	196	-1	0	0	195
- Acquisitions	190	22	117	1	22	352
- Production immobilisée	0	0	123	0	0	123
- Cessions	0	0	-1	0	0	-1
- Mises hors d'usage	0	-1	-1	-5	0	-7
- Transferts	1	4	35	0	34	74
- Ecarts de conversion	-1	-46	-2	0	0	-49
- Sous-total des mutations	190	175	270	-4	56	687
• A la clôture de l'exercice	429	1 125	527	10	128	2 219
B. Amortissements et réductions de valeur						
• A l'ouverture de l'exercice	86	264	167	12		529
• Mutations						
- Dotations de l'exercice	34	96	27	0		157
- Cessions	0	0	-1	0		-1
- Mises hors d'usage	0	-1	0	-5		-6
- Transferts	0	5	0	0		5
- Ecarts de conversion	0	-10	-2	0		-12
- Sous-total des mutations	34	90	24	-5		143
• A la clôture de l'exercice	120	354	191	7		672
C. Valeur comptable nette						
• A l'ouverture de l'exercice	-153	686	90	2	72	1 003
• A la clôture de l'exercice	309	771	337	3	128	1 548

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

5.2 Etat des immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financements et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
A. Valeur d'acquisition							
• A l'ouverture de l'exercice	22 160	50 166	5 248	576	2 321	1 631	82 102
• Mutations							
- Variations de périmètre	-1 758	-1 133	-13	272	-24	-32	-2 688
- Acquisitions	390	1 597	597	7	41	2 147	4 779
- Production immobilisée	11	83	1	0	0	287	382
- Cessions	-1 266	-219	-292	-9	-133	0	-1 919
- Mises hors d'usage	-80	-326	-317	0	0	0	-723
- Transferts	604	596	59	-24	58	-1 224	69
- Ecarts de conversion	-150	-140	-27	-2	-9	-5	-333
- Sous-total des mutations	-2 249	458	8	244	-67	1 173	-433
• A la clôture de l'exercice	19 911	50 624	5 256	820	2 254	2 804	81 669

B. Amortissements et réductions de valeur

• A l'ouverture de l'exercice	10 806	35 238	3 764	230	2 023		52 061
• Mutations							
- Variations de périmètre	-1 070	-1 090	-14	0	-11		-2 185
- Dotations de l'exercice	1 468	3 715	625	44	74		5 926
- Cessions	-775	-192	-255	-8	-125		-1 355
- Annulations	-80	-326	-317	0	0		-723
- Transferts	194	-42	14	-16	27		177
- Ecarts de conversion	-63	-103	-17	-2	-6		-191
- Autres mouvements	-6	-40	-2	1	-1		-48
- Sous-total des mutations	-332	1 922	34	19	-42		1 601
• A la clôture de l'exercice	10 474	37 160	3 798	249	1 981		53 662

C. Valeur comptable nette

• A l'ouverture de l'exercice	11 354	14 928	1 484	346	298	1 631	30 041
• A la clôture de l'exercice	9 437	13 464	1 457	572	273	2 804	28 007

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

5.3 Etat des immobilisations financières

A. Participations mises en équivalence

• Valeur à l'ouverture de l'exercice		91 662
• Mutations		
- Variations de périmètre		1 149
- Gains/pertes d'intérêt		2
- Augmentation de capital		505
- Dividendes mis en distribution		-5 514
- Résultat généré durant l'exercice		10 780
- Cessions		-290
- Acquisitions		518
- Transferts		-1
- Autres mouvements		-125
- Annulation de plus-values internes		-218
- Ecarts de conversion		-337
- Sous-total des mutations		6 470
• Valeur à la clôture de l'exercice		98 132

B. Titres non consolidés

	Valeur d'acquisition	Réductions de valeur
• A l'ouverture de l'exercice	55 514	12 703
• Mutations		
- Variations de périmètre	-1 248	-71
- Acquisitions	969	0
- Cessions	-1 225	-816
- Dotations	0	674
- Reprises	0	-56
- Ecarts de conversion	-132	-96
- Transferts et autres mouvements	-78	-587
- Sous-total des mutations	-1 714	-952
• A la clôture de l'exercice	53 800	11 751
• A l'ouverture de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur estimative boursière
• A la clôture de l'exercice	42 811	43 366
	42 049	40 304

C. Créesances

	Valeur d'acquisition	Réductions de valeur
• A l'ouverture de l'exercice	5 531	1 422
• Mutations		
- Variations de périmètre	-13	0
- Additions et acquisitions	241	65
- Dotations et reprises	0	130
- Remboursements et cessions	-372	-66
- Ecarts de conversion	-155	-33
- Transferts et autres mouvements	15	-36
- Sous-total des mutations	-284	60
• A la clôture de l'exercice	5 247	1 482
• A l'ouverture de l'exercice	Valeur comptable nette	
• A la clôture de l'exercice	4 109	
	3 765	

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

§ 6 VARIATIONS DES FONDS PROPRES

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves	Ecarts de consolidation	Ecarts de conversion	en millions de BEF
	70 601 069	58 928	42 167	62 981	3 954	-2 261	Total
• Au 31 décembre 1994	70 601 069	58 928	42 167	62 981	3 954	-2 261	165 769
• Mutations :							
- Autre mouvement (*)				-124			-124
- Variations de change						-190	-190
- Résultat généré en 1995				9 205			9 205
- Dividendes 1995 décrétés				-8 190			-8 190
• Au 31 décembre 1995	70 601 069	58 928	42 167	63 872	3 954	-2 451	166 470

(*) Suite à une modification du régime des pensions du secteur bancaire en France, les banques françaises ont été amenées à provisionner des engagements du passé. Comme la plupart des banques, la Banque Parisienne de Crédit et ses filiales ont, avec l'autorisation de la Commission Bancaire française, doté ce complément de provision par prélevement sur les réserves.

Dans ses comptes consolidés, la Générale de Banque a, dans un souci de cohérence, maintenu ce traitement, ce qui n'a pas suscité de remarques de l'autorité de tutelle belge. Ce prélevement s'élève à son niveau à BEF 417 millions et à celui de la Générale à BEF 124 millions.

§ 7 ETAT DES ECARTS DE CONSOLIDATION

Valeur comptable nette						Ecart positif	Ecart négatif
• A l'ouverture de l'exercice						11 616	3 954
• Mutations							
- Variations de périmètre						3 565	0
- Dotations aux amortissements						-1 120	0
- Pertes et gains d'intérêts						2	0
- Cessions						-21	0
- Acquisitions						465	0
- Ecarts de conversion						-68	0
- Autres mouvements						149	0
- Sous-total des mutations						2 972	0
• A la clôture de l'exercice						14 588	3 954

La première mise en équivalence de Coficem a fait apparaître un goodwill de BEF 2,9 milliards. La Générale a décidé de l'amortir sur une période de 20 ans sur base de la constance historique dans la progression des résultats de Sagem, de sa capacité répétée de s'adapter au marché et de renouveler la gamme de ses produits de technologie avancée.

§ 8 ETAT DES PROVISIONS ET IMPOTS DIFFÉRÉS

Valeur comptable nette	Pensions et obligations similaires	Charges fiscales	Grosses répa- rations et gros entretiens	Autres risques et charges	Impôts différés	Total
• A l'ouverture de l'exercice	6 174	99	547	5 062	706	12 588
• Mutations						
- Variations de périmètre	-92	0	0	-128	-68	-288
- Dotations	1 000	7	504	6 306	79	7 896
- Utilisations	-976	-11	-562	-1 029	-14	-2 592
- Reprises	-189	-65	-9	-643	-110	-1 016
- Transferts	41	0	0	-38	0	3
- Ecarts de conversion	-7	1	1	-24	0	-29
- Sous-total des mutations	-223	-68	-66	4 444	-113	3 974
• A la clôture de l'exercice	5 951	31	481	9 506	593	16 562

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

§ 9 ETAT DES DETTES A PLUS D'UN AN

A. Ventilation par échéance

	n+2	n+3	n+4	n+5	n+6 à 10	n+11 à 15	+de n +15	Total
Emprunts subordonnés	0	0	31	0	0	0	0	31
Emprunts obligataires non subordonnés	1 018	0	1 244	0	63	0	0	2 325
Dettes de location-financements et assimilées	250	35	31	23	125	7	0	471
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 872	1 621	1 600	1 133	2 650	144	0	10 020
Autres emprunts	153	18	17	24	1 036	0	0	1 248
Sous-total des dettes financières	4 293	1 674	2 923	1 180	3 874	151	0	14 095
Dettes commerciales	90	0	0	0	0	0	0	90
Autres dettes*	259	330	8	0	0	25	32	654
Total	4 642	2 004	2 931	1 180	3 874	176	32	14 749

B. Ventilation par devise des dettes financières

	BEF	FRF	DEM	GBP	USD	NLG	Autres	Total
Emprunts subordonnés	0	0	0	0	0	0	31	31
Emprunts obligataires non subordonnés	2 326	0	0	0	0	0	0	2 326
Dettes de location-financements et assimilées	2	251	218	0	0	0	1	472
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 616	1 137	4 513	315	589	61	790	10 021
Autres emprunts	1 008	195	0	0	2	40	0	1 245
Total des dettes financières	5 952	1 583	4 731	315	591	101	822	14 095

* sans les subides en capital s'élevant à BEF 519 millions.

§ 10 A. Effectif moyen du personnel occupé

1. Ventilé par catégorie et par zone géographique

	Entreprises intégrées				Total
	Ouvriers	Employés	Cadres	Dirigeants	
• Belgique	5 296	1 951	729	54	8 030
• France	2 010	1 182	364	44	3 600
• Reste de l'Europe	4 232	1 530	214	49	6 025
• Amériques	297	267	73	11	648
• Asie	4	31	17	9	61
• Total	11 839	4 961	1 397	167	18 364

2. Entreprises mises en équivalence : 105 257 personnes.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1995

B. Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et d'impôt réel

Charge fiscale théorique:	-1.062 x 0,4017 =	-427
• Dividendes de sociétés non consolidées (R.D.T.)		-374
• Dividendes distribués non imposables (AFV)		-13
• Utilisation des impôts différés débiteurs d'exercices antérieurs et pertes fiscales récupérables		-433
• Effet du déficit de l'exercice		2 529
• Changement du taux d'impôts différés		46
• Ecarts de taux dus aux taux d'imposition étrangers		-45
• Eléments imposés sur d'autres bases		-2 973
• Amortissements non déductibles		346
• Déductions et réintégrations diverses		1 721
• Crédits d'impôt		-141
Charge fiscale réelle en compte de résultats		236

§ 11 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe
- Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers
- Garanties constituées par le Groupe sur avoirs propres et pour compte propre
- Garanties reçues
- Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe
- Engagements d'acquisition et de cession d'immobilisations
- Marchés à terme:
 - Marchandises
 - Devises
 - Options
 - Swaps
 - Autres
- Total
- Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe
- Droits et engagements divers

	1995	1994
7 336	6 890	
2 357	4 920	
3 257	401	
3 464	425	
48	44	
327	6 010	
14 585	20 989	
26 390	41 858	
411	1 581	
10 610	19 339	
1 138	3 668	
53 134	87 435	
5 304	4 737	
137	2 831	

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir des risques inhérents à l'exploitation courante; aucun instrument financier dérivé n'est détenu dans un but spéculatif.

LITIGES

Durant l'exercice 1995 le litige qui, depuis 1990, oppose Recticel à l'OVAM (autorité environnementale régionale flamande) concernant la pollution d'un terrain à Balen n'a pas connu d'évolution notable. Il en est de même de la question de la démilitarisation de ce même terrain réclamée par l'Etat belge. Aucun événement significatif n'est venu s'ajouter aux dossiers "ex-cadres PRB" et "Morristown-Tennessee". Le groupe Recticel, via sa filiale française Plasteurop, est impliqué dans une nouvelle procédure judiciaire pour vice de fabrication sur certains de ses produits.

Union Minière n'a pas enregistré d'élément nouveau relatif à l'assainissement de plusieurs terrains industriels. A la fin de 1995, Sogemin, sous-filiale d'Union Minière, a été assignée en justice par la société chilienne CODELCO; au moment de la rédaction du présent rapport il est difficile d'évaluer la suite que connaîtra cette affaire.

Notons également que Electrabel, filiale de Tractebel, est engagée dans un litige avec l'ONSS et le fisc.

Le Conseil d'administration de ces filiales, ainsi que celui de la Générale, ont constitué des provisions, eu égard aux circonstances de fait, à hauteur des montants qui, à leur avis, devront être déboursés.

Le rapport annuel de ces sociétés décrit ces risques plus en détail et donne une indication sur l'impact maximal possible.

§ 12 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET AVEC LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION QUI N'ONT PAS ÉTÉ CONSOLIDÉES

Ces informations sont omises car elles ne revêtent qu'une importance négligeable au regard de l'image fidèle et leurs collecte et traitement n'auraient pu être effectués sans frais disproportionnés.

§ 13 MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ADMINISTRATEURS

Total : BEF 130,7 millions.

RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES-REVISEURS SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE AU 31 DECEMBRE 1995

Aux actionnaires de la Société Générale de Belgique S.A.

Dans le cadre de notre mandat de commissaires-reviseurs et conformément aux dispositions légales applicables aux sociétés à portefeuille, nous avons examiné les comptes consolidés de la Société Générale de Belgique arrêtés au 31 décembre 1995. Notre examen a été réalisé en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires conformément aux normes de contrôle de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et celles généralement admises au plan international. Nous avons obtenu de la direction et des préposés du groupe toutes les explications et informations que nous leur avons demandées.

Les comptes annuels consolidés des sociétés mises en équivalence qui contribuent de façon significative aux comptes consolidés ont été contrôlés par leurs commissaires de sorte que nous avons pu nous appuyer sur leur attestation sans réserve pour émettre notre avis sur les comptes consolidés du groupe.

En application de l'article 14 § 1 de l'arrêté royal du 6 mars 1990, la participation du groupe dans Tractebel a été maintenue en équivalence pour les raisons invoquées au paragraphe 2.6 de l'annexe. Nous considérons ce traitement comme adapté dans les circonstances.

Nous avons pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration qui comprend les informations requises par l'arrêté royal du 6 mars 1990 et concorde avec les données résultant des comptes consolidés.

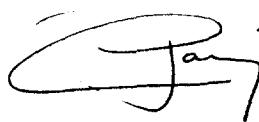
En conclusion, sur base de nos contrôles et des attestations des commissaires des sociétés mises en équivalence dont nous n'assurons pas directement le contrôle nous certifions sans réserve que les comptes consolidés au 31 décembre 1995 de la Société Générale de Belgique - dont le total du bilan est de 280.223 millions de BEF et dont le bénéfice (part du groupe) pour l'exercice clôturé à cette date s'élève à 9.205 millions de BEF - donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'exercice compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, et que les justifications données dans l'annexe sont adéquates.

Le 4 avril 1996

Le Collège des Commissaires-Reviseurs



PRICE WATERHOUSE
Reviseurs d'Entreprises, SCC
Représentée par Robert PEIRCE



DELOTTE & TOUCHE
Reviseurs d'Entreprises, SCC
Représentée par Claude POURBAIX

Comptes sociaux

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE S.A.

Dans le but d'accroître la liquidité du marché boursier des parts de réserve, la Générale a procédé le 11 décembre 1995 à la transformation des parts de réserve VVPR (ex-AFV) en parts de réserve ordinaires. A cette occasion, ces actions se sont vu attribuer une feuille supplémentaire de coupons représentatifs de l'avantage fiscal inhérent aux parts de réserve VVPR, feuille nommée "STRIP VVPR".

L'actionnaire qui souhaite bénéficier du précompte mobilier réduit sur le dividende (15% au lieu de 25%) devra présenter dorénavant deux coupons : celui de l'action et le coupon correspondant "STRIP VVPR". Le coupon de l'action présenté seul donnera droit au dividende net ayant subi le précompte mobilier normal de 25%.

Conformément à ce qui avait été annoncé dans le rapport de l'exercice précédent, la participation de 5% acquise en 1994 dans Coficem, holding de contrôle de Sagem, a été complétée par deux acquisitions de 12,45% en janvier 1995 et de 2,55% en décembre 1995. Le pourcentage détenu par la Générale atteint ainsi 20% à la clôture de l'exercice.

Evénements importants concernant la Société Générale de Belgique et ses filiales financières

En **janvier 1995**, signature d'un manifeste européen des entreprises contre l'exclusion.

En **juin 1995**, nomination de M. Alain Chaigneau à la fonction de Directeur financier.

En **septembre 1995**, nomination de M. Philippe Liotier à la fonction d'Administrateur délégué, en remplacement de M. Gérard Mestrallet, appelé à la Présidence de la Compagnie de Suez. Ce dernier, dans une lettre aux actionnaires de Suez, a confirmé la continuité de la politique de Suez envers la Générale, ce qui implique l'appui donné à la stratégie de celle-ci.

En **février 1996**, augmentation de la participation détenue dans Fortis AG d'un demi pourcent.

Chiffres significatifs de la Société Générale de Belgique S.A.

	1995	1994	1993	1992	1991
Résultats (en millions de BEF)					
Bénéfice net courant	5 819	4 565	4 534	4 560	2 813
(dont dividendes des participations)	(6 754)	(5 399)	(6 290)	(5 446)	(5 745)
Bénéfice net exceptionnel	1 098	2 499	18 391	549	5 336
Bénéfice net	6 917	7 064	22 925	5 109	8 149
Bilan (en millions de BEF)					
Immobilisations financières dont:					
Participations intégrées globalement	152 721	148 359	132 476	134 757	131 166
Participations mises en équivalence	54 650	53 538	49 517	64 375	66 263
Autres participations	66 034	60 700	54 385	55 062	52 362
	30 547	32 583	27 008	13 855	12 541
Valeur comptable des participations	151 230	146 821	130 911	133 292	130 312
Valeur estimative des participations (1)	219 141	196 634	195 002	172 076	161 204
Capitaux propres (2)	134 531	135 872	136 958	121 200	111 690
Dettes à plus d'un an	578	615	653	7 687	10 040
Fonds de roulement	-16 972	-10 434	6 526	-3 996	-8 024
Nombre d'actions et capitalisation boursière					
Nombre émis au 31.12	70 601 069	70 601 069	64 182 790	64 182 790	64 182 790
Nombre sur base jouissance entière	70 601 069	70 601 069	61 680 838	60 398 760	59 137 417
Capitalisation boursière au 31.12 (en millions de BEF) (2) (3)	173 679	152 498	169 443	121 947	106 828
Données par action ordinaire, ajustées (en BEF)					
Bénéfice net	98	100	336	75	123
Dividende brut	116	114	104	102	102
Dividende net	87	85	77	76	76
Capitaux propres	1 906	1 925	1 940	1 717	1 742
Cours en Bourse: plus haut	2 475	2 636	2 477	2 077	2 291
plus bas	1 805	2 025	1 714	1 505	1 568
31.12	2 460	2 160	2 400	1 727	1 673
Ratios					
Rentabilité: ($\frac{\text{bénéfice net}}{\text{capitaux propres}} (4)$)	5,1%	5,2%	18,9%	4,6%	7,4%
Endettement: ($\frac{\text{dettes à plus d'un an}}{\text{capitaux propres}}$)	0,4%	0,5%	0,5%	6,3%	9,0%
Rendement brut: ($\frac{\text{dividende brut}}{\text{cours 31.12}}$)	4,7%	5,3%	4,3%	5,9%	6,1%
Return boursier: ($\frac{\text{variation de cours + dividende brut}}{\text{cours 31.12}}$)	20,0%	-6,3%	46,3%	8,6%	3,8%

(1) Cours de Bourse au 31.12 pour les actions cotées, critères objectifs et constants pour les autres.

(2) En 1991, déduction faite du montant du capital non appelé (BEF 11.268 millions).

(3) Nombre total d'actions multiplié par le cours au 31.12 de l'action ordinaire en Bourse de Bruxelles moins le capital à libérer (en 1991).

(4) Au 31.12 de l'exercice précédent + création d'actions au prorata de leur jouissance.

Paiement du dividende

Lors de la distribution du dividende afférent à 1994, le dividende brut, fixé à BEF 114,48, avait permis de verser un dividende net de BEF 85 aux 62.843.516 parts de réserve ordinaires et de BEF 99,15 aux 7.757.553 parts de réserve VVPR, du fait que les premières subissaient la retenue d'un précompte mobilier de 25,75%, et que le pourcentage appliqué aux secondes était limité à 13,39%.

La décision - plus amplement décrite dans le rapport de gestion à la page 64 - de dissocier l'avantage fiscal des parts de réserve VVPR entraîne une modification dans l'attribution des dividendes. Il s'y ajoute une proposition de majoration du dividende brut et une modification du taux de précompte applicable à partir du 1er janvier 1996.

C'est ainsi que, si vous approuvez l'affectation du résultat qui vous est proposée, il sera payé à partir du 23 mai 1996 :

- contre remise du coupon n° 39 des parts de réserve un dividende brut de BEF 116, soit BEF 87 net;
- contre remise conjointe du coupon n° 39 des parts de réserve et du coupon n° 39 des "strips VVPR", un dividende brut de BEF 116, soit BEF 98,60 net.

Le dividende net découle de l'application d'un précompte mobilier de 25% dans le premier cas et de 15% dans le second.

Situation financière et résultats de l'exercice

L'exercice 1995 s'est soldé par un bénéfice net de BEF 6.917 millions en retrait de BEF 147 millions par rapport à celui de l'exercice précédent. Les résultats courants ont progressé de BEF 1.254 millions alors que les résultats exceptionnels se sont contractés de BEF 1.401 millions comme l'illustre le tableau ci-après.

Résultat	1995	1994	écart
Courant	5.819	4.565	+ 1.254
Exceptionnel	1.098	2.499	- 1.401
Net	6.917	7.064	- 147

L'amélioration du **résultat courant** s'explique par l'accroissement des dividendes perçus sur les immobilisations financières (BEF +1.357 millions), partiellement compensé par une légère détérioration des résultats financiers (BEF -73 millions) et des charges courantes nettes (BEF -30 millions).

La variation positive des **dividendes** est attribuable essentiellement aux participations dans le Centre de Coordination "Générale" (CCG), la Générale de Banque, Fortis AG, Recticel et Tractebel. Le CCG a payé en 1995 un acompte sur dividende et un solde afférent à l'exercice précédent alors qu'en 1994 aucun acompte n'avait été versé, d'où un écart de BEF 634 millions. La Générale de Banque a décrété pour 1994 un dividende brut unitaire de BEF 485,84, en

progrès de BEF 26,94; par ailleurs, la Générale a accru sa participation, d'un encasement à l'autre, de 520.000 actions. La combinaison de ces deux facteurs a procuré une recette supplémentaire de BEF 356 millions. Le même phénomène s'est produit en Fortis AG dont le dividende unitaire est passé de BEF 57 à 74,25 et dont le nombre de titres détenus s'est accru de 200.000 unités, d'où une majoration des dividendes de BEF 150 millions. Recticel a payé en 1995 un dividende privilégié unitaire nettement plus important qu'en 1994 (BEF 40,40 contre BEF 17,51), ce qui se traduit pour la Générale par un produit total en accroissement de BEF 148 millions. L'augmentation de 4,4% du dividende unitaire de Tractebel a apporté, pour sa part, un supplément global de BEF 76 millions.

Alors que dans le rapport annuel 1994 de votre société, la tendance à l'amélioration des **résultats financiers** durant cet exercice et les 4 exercices précédents était soulignée, cette évolution s'est inversée en 1995. La détérioration est, toutefois, de faible ampleur. En effet, le solde négatif des résultats financiers est passé de BEF 216 millions en 1994 et à BEF 289 millions pour l'exercice sous revue; pour le solde négatif des intérêts, qui sont les éléments prépondérants des charges et produits financiers, les montants sont respectivement de BEF 185 et 432 millions.

Le phénomène d'inversion des soldes nets d'intérêts s'explique par la contraction de la trésorerie nette disponible, à la suite des investissements en Générale de Banque, Fortis AG et surtout Coficem. L'ensemble des résultats financiers s'est moins dégradé que le solde des intérêts (BEF - 73 millions pour les premiers, BEF - 247 millions pour les seconds) grâce à une contraction des réductions de valeur actées sur les actifs circulants (BEF 97 millions) et à de moindres pertes nettes de change (BEF 45 millions).

Les charges et produits exceptionnels

Les cessions d'immobilisations et, par conséquent, les plus- et moins-values réalisées au cours de l'exercice 1995 ont été relativement peu nombreuses.

La Générale de Banque a exercé l'option d'achat qui lui avait été concédée en 1992 sur la seconde partie du siège social (immeuble sis rue Royale, 30 - 40) lorsqu'elle en avait acquis la première partie (rue Royale, 20); la Générale a enregistré à cette occasion un profit de BEF 730 millions.

Parmi les réductions de valeur, il convient de citer celle actée sur la participation en Recticel (BEF 400 millions), qui reflète le résultat de l'exercice 1995 de cette société. Les autres réductions de valeur, les reprises de réductions de valeur et les dotations exceptionnelles aux provisions pour risques et charges traduisent des restructurations effectuées dans l'ensemble constitué par les filiales financières de la Générale; ainsi, notamment, la liquidation de Centrans a permis une reprise de provision de BEF 945 millions et la mise au prix du marché des actions Suez détenues par une filiale a nécessité une dotation aux provisions pour risques et charges de BEF 658 millions.

BILAN

Le bilan ne subit pas de changements importants.

Comme conséquence de la vente de la seconde partie du siège social les immobilisations corporelles voient les rubriques terrains et constructions, ainsi qu'installations, machines et outillage réduites à zéro.

Parmi les immobilisations financières, l'acquisition au cours de l'exercice 1995 de 15% supplémentaires de Coficem, actionnaire de Sagem, pour porter la participation à 20%, comme cela avait été annoncé à la fin de 1994, constitue la principale opération de la période (BEF 3.450 millions); l'enregistrement sous forme d'actions du dividende perçu de Fortis AG (BEF 500 millions) mérite également d'être mentionné.

Les principales modifications du portefeuille sont :

Entrées

Souscription de:
188.704 actions Fortis AG

Achat de:
11.500 actions Fortis AG
590.324 actions Coficem

Sorties

Cession de:
19.605 actions Euroturk
2.066.404 actions Banque Indosuez Turk

Annulation de:
2.500 actions Centrans à la suite de la clôture de liquidation

Autres mouvements

Entrée de:
66.666 actions Ifimo provenant de la scission de AIP

En 1992, la créance à plus d'un an sur "21" International Holdings Inc. avait été cédée à une institution bancaire; en 1995, les conditions du marché ont rendu intéressante la reprise de cette créance, ramenée entretemps à BEF 640 millions.

La contraction substantielle des créances à un an au plus, qui passent de BEF 8.193 à 664 millions, est due en grande partie au non-renouvellement au cours de l'exercice d'avances à court terme au CCG.

Le **capital** de votre société est représenté depuis le 11 décembre 1995 par une seule catégorie d'actions puisque les 7.757.553 parts de réserve VVPR (ex-AFV) ont été transformées en parts de réserve ordinaires après avoir été dissociées de

leur avantage fiscal. Le nombre total des parts de réserve n'a pas été modifié : 70.601.069.

Le **total des fonds propres** diminue de BEF 1,3 milliard d'une clôture à l'autre. Ceci est la conséquence d'une distribution supérieure au résultat de l'exercice.

Les **dettes** et plus précisément les *autres dettes à un an au plus* diminuent de BEF 2,1 milliards à la suite de la baisse des dépôts de filiales.

BILAN DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE S.A. AU 31 DECEMBRE

ACTIF

(en milliers de BEF)

	1995	1994
ACTIFS IMMOBILISÉS	152 720 802	148 516 422
Immobilisations corporelles	49 270	157 480
Terrains et constructions	0	102 566
Installations, machines et outillage	0	1 187
Mobilier et matériel roulant	49 270	53 727
Immobilisations financières	152 671 532	148 358 942
Entreprises liées	80 798 213	80 800 654
Participations	80 262 161	80 262 294
Créances	536 052	538 360
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	57 157 575	52 770 821
Participations	56 456 975	52 045 802
Créances	700 600	725 019
Autres immobilisations financières	14 715 744	14 787 467
Actions et parts	14 511 139	14 512 409
Créances et cautionnements en numéraire	204 605	275 058
ACTIFS CIRCULANTS	2 807 589	10 845 174
Créances à plus d'un an	644 918	5 425
Autres créances	644 918	5 425
Créances à un an au plus	664 622	8 193 372
Créances commerciales	115 260	109 260
Autres créances	549 362	8 084 112
Placements de trésorerie	1 415 540	2 561 359
Autres placements	1 415 540	2 561 359
Valeurs disponibles	33 564	16 692
Comptes de régularisation	48 945	68 326
TOTAL DE L'ACTIF	155 528 391	159 361 596

BILAN DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE S.A. AU 31 DECEMBRE

PASSIF

(en milliers de BEF)

	1995	1994
CAPITAUX PROPRES	134 530 516	135 871 714
Capital	58 928 523	58 928 523
Capital souscrit	58 928 523	58 928 523
Primes d'émission	42 749 561	42 749 561
Réserves	32 812 852	34 185 440
Réserve légale	5 892 852	5 710 340
Réserves immunisées	4 870 000	5 275 100
Réserves disponibles	22 050 000	23 200 000
Bénéfice reporté	39 580	8 190
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	1 286 174	1 601 400
Provisions pour risques et charges	1 286 174	1 601 400
Autres risques et charges	1 286 174	1 601 400
DETTES	19 711 701	21 888 482
Dettes à plus d'un an	577 842	614 533
Dettes financières	436 705	473 396
Emprunts obligataires non subordonnés	400 000	400 000
Autres emprunts	36 705	73 396
Autres dettes	141 137	141 137
Dettes à un an au plus	19 019 906	21 105 201
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	36 705	36 698
Dettes financières	9	89 474
Etablissements de crédit	9	89 474
Dettes commerciales	132 796	148 255
Fournisseurs	132 796	148 255
Dettes fiscales, salariales et sociales	174 347	261 848
Impôts	45 096	94 413
Rémunérations et charges sociales	129 251	167 435
Autres dettes	18 676 049	20 568 926
Comptes de régularisation	113 953	168 748
TOTAL DU PASSIF	155 528 391	159 361 596

COMPTE DE RESULTATS DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE S.A. AU 31 DECEMBRE

CHARGES

(en milliers de BEF)

	1995	1994
Charges des dettes	576 177	876 992
Autres charges financières	181 561	528 358
Services et biens divers	343 569	292 026
Rémunérations, charges sociales et pensions	375 436	387 802
Charges diverses courantes	99 549	83 037
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	19 857	31 119
Réductions de valeur	795 082	3 102 879
sur immobilisations financières	751 762	3 014 555
sur actifs circulants	43 320	88 324
Provisions pour risques et charges	635 825	55 955
Moins-values sur réalisation	18 899	11 434
d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 013	305
d'immobilisations financières	7 588	5 180
d'actifs circulants	10 298	5 949
Charges exceptionnelles	91 860	143 397
Impôts	15 860	20 000
Bénéfice de l'exercice	6 916 944	7 064 033
TOTAL DES CHARGES	10 070 619	12 597 032
Bénéfice de l'exercice à affecter	7 322 044	7 064 033

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

(en milliers de BEF)

	1995	1994
Affectation aux capitaux propres	182 512	353 202
A la réserve légale	182 512	353 202
Résultat à reporter	39 580	8 190
Bénéfice à reporter	39 580	8 190
Bénéfice à distribuer	8 258 142	8 150 069
Rémunération du capital	8 189 724	8 082 277
Administrateurs	45 120	44 494
Autres allocataires: Fonds de mécénat	23 298	23 298

COMPTE DE RESULTATS DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE S.A. AU 31 DECEMBRE

PRODUITS

(en milliers de BEF)

	1995	1994
Produits des immobilisations financières		
Dividendes	6 834 469	5 496 552
Intérêts	6 754 143	5 398 506
	80 326	98 046
Produits des actifs circulants	109 961	665 121
Autres produits financiers	140 829	333 218
Produits des services prestés	98 736	104 438
Autres produits courants	78 809	78 960
Reprises de réductions de valeur	772 891	405 316
sur immobilisations financières	763 388	395 604
sur actifs circulants	9 503	9 712
Reprises de provisions pour risques et charges	951 050	13 187
Plus-values sur réalisation	1 018 160	5 467 101
d'immobilisations incorporelles et corporelles	729 229	1 366
d'immobilisations financières	107 094	5 287 814
d'actifs circulants	181 837	177 921
Produits exceptionnels	35 536	20 585
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	30 178	12 554
TOTAL DES PRODUITS	10 070 619	12 597 032
Prélèvement sur les réserves immunisées	405 100	0

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

(en milliers de BEF)

	1995	1994
Bénéfice à affecter		
Bénéfice de l'exercice à affecter	7 330 234	7 111 461
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	7 322 044	7 064 033
	8 190	47 428
Prélèvement sur les capitaux propres	1 150 000	1 400 000
Prélèvement sur les réserves disponibles	1 150 000	1 400 000

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 1995

III. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de BEF)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant
a. Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	194 602	23 700	283 722
Mutations de l'exercice:			
Acquisitions y compris la production immobilisée	0	0	18 944
Cessions et désaffections	-194 602	-23 700	-195 467
Au terme de l'exercice	0	0	107 199
c. Amortissements et réductions de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	92 036	22 513	229 995
Mutations de l'exercice:			
Actés	0	0	19 857
Annulés	-92 036	-22 513	-191 923
Au terme de l'exercice	0	0	57 929
d. Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) - (c)	0	0	49 270

IV. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers de BEF)

	Liées	Entreprises avec un lien de participation	Autres
1. Participations, actions et parts			
a. Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	90 945 446	53 704 661	15 066 563
Mutations de l'exercice:			
Acquisitions	0	4 659 118	0
Cessions et retraits	-837 093	-247 945	-1 269
Au terme de l'exercice	<u>90 108 353</u>	<u>58 115 834</u>	<u>15 065 294</u>
c. Réductions de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	10 683 152	1 583 859	554 154
Mutations de l'exercice:			
Actées	751 762	0	0
Reprises	-763 388	0	0
Annulées	-825 335	0	0
Au terme de l'exercice	<u>9 846 191</u>	<u>1 583 859</u>	<u>554 154</u>
d. Montants non appelés			
Au terme de l'exercice précédent	0	75 000	0
Au terme de l'exercice	<u>0</u>	<u>75 000</u>	<u>0</u>
Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) - (c) - (d)	80 262 162	56 456 975	14 511 140
2. Crédances			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	538 360	725 019	275 058
Mutations de l'exercice:			
Additions	0	0	9 773
Remboursements	0	0	-80 227
Différences de change	-2 309	-24 420	0
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	<u>536 051</u>	<u>700 599</u>	<u>204 604</u>
Réductions de valeur cumulées au terme de l'exercice	250 000	0	0

ANNEXE

V. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Dénomination et siège	Espèces d'actions ou parts détenues	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
		directement Nombre	par filiales %	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Fonds propres (en milliers d'unités monétaires)	Résultat net (en milliers d'unités monétaires)
A. Participations dans des entreprises liées							
Industrie							
Recticel, Bruxelles TVA 405-666-668	ord. priv. VVPR	12 481 823 6 455 389 253 881	69,95	0,00	31.12.94	BEF	7 131 961 514 246
Non-ferreux							
Union Minière, Bruxelles TVA 401-574-852	ord. VVPR	10 546 084 963 480	46,51	3,65	31.12.94	BEF	21 114 974 -1 394 000
Services							
Tractebel, Bruxelles TVA 403-239-886	ord. VVPR	3 498 685 307 879	27,53	9,62	31.12.94	BEF	81 316 868 9 789 805
Genfina, Bruxelles TVA 435-084-986	ord.	3 660	60,00		30.06.95	BEF	6 230 144 503 707
Filiales financières							
"TCI" Tanks Consolidated Investments, Nassau-Bahamas	Cat. A de GBP 1 Cat. B de BEF 1	90 480 000 000	90,00 100,00	10,00	31.12.95	BEF	374 306 -63 561
"GIF", Luxembourg	ord.	390 000	97,50	2,50	31.12.95	BEF	870 921 -28 968
"GIF", Curaçao-Antilles Néerlandaises	ord.	4 013	100,00		31.12.95	NLG	437 887 -31 905
"GIF", Rotterdam-Pays-Bas	ord.	4 078	100,00		31.12.95	NLG	53 469 -7 295
Centre de Coordination "Générale", Bruxelles TVA 427-646-274	ord.	1 699 977	100,00		31.12.95	BEF	18 148 368 886 472
Belgatel (en liq.), Bruxelles TVA 430-510-348	ord.	2 140 000	100,00		31.12.94	BEF	60 739 3 094
Sogenbel, Bruxelles TVA 436-443-877	ord.	31 500	96,92	3,08	30.06.95	BEF	208 569 -31 062
"CEDEE" Compagnie Européenne pour le Développement Électrique et Electronique, Bruxelles TVA 427-337-062	ord.	312 656	99,99	0,01	15.12.95	BEF	1 462 282 -323 805
Union Financière et Industrielle "U.F.I.", Liège TVA 402-305-601	ord.	4 998 541	99,98		31.12.95	BEF	-237 472 1 016
"Finoutremer" Compagnie Financière Européenne et d'Outre-Mer, Bruxelles TVA 403-227-218	ord.	705 193	55,16	1,47	31.12.95	BEF	4 678 152 272 766
CIG-Intersys Group, Bruxelles TVA 434-292-952	ord.	605 000	55,00		31.12.95	BEF	27 522 804

V. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES (suite)

Dénomination et siège	Espèces d'actions ou parts détenues	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
		directement		Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Fonds propres (en milliers d'unités monétaires)	Résultat net (en milliers d'unités monétaires)
		Nombre	%				

Autres participations

Société Générale de Belgique, Japon C° Ltd Tokyo-Japon	ord.	500	100,00	31.12.95	JPY	35 881	1 590
"SIBL" Société d'Investissement du Bassin Liégeois, Liège TVA 450-953-889	ord. parts de Fondateur	41 599 0	100,00 50,00	31.12.94	BEF	423 052	7 052
"SEL" Société Espace Léopold, Bruxelles TVA 435-890-977	act. "A"	3 320	16,60	33,40	31.12.94	BEF	264 831
De Coene (en liq.), Courtrai TVA 405-327-861	ord.	81 250	22,39	77,26	31.12.95	BEF	-651 926
							-32

B. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation**Industrie**

ARBED, Luxembourg	ord. priv. sans droit de vote	926 297 440 000	15,44	31.12.94	LUF	45 136 707	453 036
Coficem, Paris-France	act.	787 324	20,00	31.12.94	FRF	567 982	29 306

Services financiers

Générale de Banque, Bruxelles TVA 403-199-702	ord. VVPR	3 934 570 459 438	29,32	0,34	31.12.94	BEF	86 534 678	8 206 749
Fortis AG, Bruxelles TVA 403-249-586	ord. VVPR warrants	6 712 493 281 028 162 864	19,31		31.12.94	BEF	50 594 520	5 574 503
"BELFIN" Compagnie Belge pour le Financement de l'Industrie, Bruxelles TVA 420-479-855	ord. lib. 25%	100 000	10,00	13,00	31.12.95	BEF	547 542	17 243

Autres participations

"SPE" Sociedade Portuguesa de Empreendimentos, Lisbonne-Portugal	ord. de PTE 1 000	85 907	1,72	0,87	31.12.94	PTE	410 810	-2 135 825
Sybeta, Charleroi TVA 400-398-281	Priv. "S"	181	0,22	8,53	31.12.94	BEF	277 468	130 947
Accor, Evry-France	act. de FRF 100	2 988 582	10,34		31.12.94	FRF	12 660 000	368 000

ANNEXE

V. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES (suite)

Dénomination et siège	Espèces d'actions ou parts détenues	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
		directement		par filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Fonds propres (en milliers d'unités monétaires)
		Nombre	%				

C. Principaux autres titres de portefeuille

CFE, Bruxelles TVA 400-464-795	ord.	8 768	0,75		31.12.94	BEF	4 349 925	487 272
Fibelpar, Charleroi TVA 414-752-204	ord. VVPR priv.	6 780 430 441 654 5 493	5,51	12,56	30.06.95	BEF	27 950 083	1 534 967
Elf Aquitaine, Courbevoie-France	act.	3 600 000	1,33		31.12.94	FRF	46 606 000	-1 487 000
Sambrinvest, Charleroi TVA 427-908-867	ord. "B"	1 500	7,50	7,50	30.06.95	BEF	238 891	29 418
Nivelinvest, Court-Saint-Etienne TVA 430-636-943	ord. "B"	3 000	10,00	6,67	30.06.95	BEF	32 244	10 113
Siparex Participations, Fribourg-Suisse	ord. "A"	5 990	1,86		31.03.95	CHF	12 340	-542
"BATC" Brussels Airport Terminal Cy, Bruxelles TVA 433-137-365	ord.	52 501	6,56		31.12.94	BEF	3 005 739	318 090
Amorim Investimentos E Participacoes, Lourosa-Portugal	act. PTE 1 000	3 333 333	6,84		31.12.94	PTE	67 053 877	727 500
Ifimo, Mozelos - Portugal	act. PTE 1 000	66 666	6,84		31.12.95	PTE	14 734 308	-688
LGA, Luxembourg	ord.	220 000	50,00		31.12.94	LUF	5 453 590	-24 931
Flanders Expo, Gand TVA 427-328-649	ord.	100	1,32	3,95	31.12.94	BEF	786 336	24 558

VI. PLACEMENTS DE TRESORERIE, AUTRES PLACEMENTS

(en milliers de BEF)

	Exercice	Exercice Précédent
Actions et parts	1 246 635	1 358 442
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	1 248 235	1 360 042
Montant non appelé	-1 600	-1 600
Titres à revenu fixe	0	894 423
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit avec une durée résiduelle ou de préavis:		
• de plus d'un mois à un an au plus	168 905	308 495
• d'un mois au plus	105 000	0
	63 905	308 495

VII. COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers de BEF)

	Exercice
Charges à reporter	15 713
Intérêts courus non échus	33 232

VIII. ETAT DU CAPITAL

	Montants (en milliers de BEF)	Nombre d'actions
A. Capital social		
1. Capital souscrit		
• Au terme de l'exercice précédent	58 928 523	
• Au terme de l'exercice	58 928 523	
2. Représentation du capital		
2.1. Catégories d'actions		
Parts de réserve	58 928 523	70 601 069
2.2. Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives	52 046 181	
Au porteur	18 554 888	
E. Capital autorisé non souscrit	45 000 000	
G. La structure de l'actionnariat de la Société Générale de Belgique se trouve reproduite au point XXII ci-après.		

IX. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

(en milliers de BEF)

	Exercice
Provisions pour engagements	229 353
Provisions pour risques divers	1 056 821

ANNEXE**X. ETAT DES DETTES**

(en milliers de BEF)

	Dettes (ou partie de dettes)		
	échéant dans l'année	ayant plus d'un an	ayant plus de 5 ans à courir
		mais 5 ans au plus à courir	
A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle			
2. Emprunts obligataires non subordonnés	0	400 000	0
Autres dettes	36 705	134 112	7 025
Total	36 705	534 112	7 025
			Exercice
C. Dettes fiscales, salariales et sociales			
1. Impôts			
b) Dettes fiscales non échues			30 096
c) Dettes fiscales estimées			15 000
2. Rémunérations et charges sociales			
b) Autres dettes salariales et sociales			129 251

XI. COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers de BEF)

		Exercice
Charges à imputer		71 978
Produits à reporter		15 836
Intérêts courus non échus		26 139

XII. RESULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de BEF, sauf C.1.)

	Exercice	Exercice précédent
C.1. Effectif moyen du personnel	96	95
Ouvriers	6	6
Employés	57	56
Personnel de direction	31	31
Autres	2	2
C.2. Frais de personnel		
a) Rémunérations et avantages sociaux directs	274 496	284 137
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	67 204	68 577
c) Primes patronales pour assurances extra-légales	32 389	33 611
d) Autres frais de personnel	1 347	1 477
D. Réductions de valeur		
2. Sur créances commerciales actées	0	5
F. Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	99 549	83 037

XIII. RESULTATS FINANCIERS

(en milliers de BEF)

	Exercice	Exercice précédent
A. Autres produits financiers		
Différences de change	26 345	150 817
Ecarts de conversion des devises	99 740	63 182
Intérêts et primes sur instruments financiers	0	105 024
Commissions et produits divers	14 744	13 973
C. Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées	43 320	88 319
Reprises	-9 503	-9 712
D. Autres charges financières		
Provisions à caractère financier		
• Constituées	24 766	35 930
• Utilisées et reprises	-24 766	-35 930
Différences de change	30 597	255 061
Ecarts de conversion des devises	110 089	86 062
Intérêts et primes sur instruments financiers	0	144 868
Commissions et charges diverses	40 875	42 366

XV. IMPOTS SUR LE RESULTAT

(en milliers de BEF)

	Exercice
A.1. Impôts sur le résultat de l'exercice	15 000
a) Impôts et précomptes dus ou versés	204 487
b) Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	-204 487
c) Suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique 450/3 du passif)	15 000
A.2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	860
a) Suppléments d'impôts dus ou versés	860
B. Principales sources des disparités entre le bénéfice, avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice taxable estimé	
Déduction de revenus définitivement taxés	5 900 000
Prélèvement sur réserves immunisées	405 100
Plus-values, moins-values, réductions de valeur et reprises exclues de la base imposable	1 045 000
Provisions taxables et détaxation de provisions	316 000

ANNEXE**XVI. AUTRES TAXES ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS**

(en milliers de BEF)

	Exercice	Exercice précédent
A. Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales portées en compte:		
1. à l'entreprise (déductibles)	26 740	42 258
2. par l'entreprise	31 613	29 272
B. Montants retenus à charge de tiers, au titre de:		
1. Précompte professionnel	118 781	120 890
2. Précompte mobilier	923 685	972 243

XVII. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers de BEF)

	Exercice
Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	
	2 275 000
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, s'ils ne sont pas portés au bilan	
<i>Engagements importants d'acquisition d'immobilisations</i>	
Divers "puts" émis	60 000
<i>Engagements importants de cession d'immobilisations</i>	
Divers "calls" émis	3 000

Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie instauré au profit du personnel ou des dirigeants et des mesures prises pour en couvrir la charge

Le personnel jouit d'une garantie de ressources de retraite et de survie basée sur l'ancienneté ainsi que sur sa rémunération de fin de carrière. Des polices d'assurance de groupe couvrent ces garanties.

Les réserves mathématiques sont recalculées annuellement.

Nouveaux instruments financiers

La société utilise occasionnellement des instruments financiers dérivés pour couvrir des risques inhérents à l'exploitation courante; aucun instrument financier dérivé n'est détenu dans un but spéculatif.

XVIII. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

(en milliers de BEF)

	Entreprises liées		Entreprises avec lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
1. Immobilisations financières	80 798 213	80 800 654	57 157 575	52 770 821
participations	80 262 161	80 262 294	56 456 975	52 045 802
crédences: autres	536 052	538 360	700 600	725 019
2. Crédences	123 122	6 694 304	148 137	99 511
à plus d'un an	0	0	5 425	5 425
à un an au plus	123 122	6 694 304	142 712	94 086
3. Placements de trésorerie	143 474	156 511		
actions	143 474	156 511		
4. Dettes	10 520 699	12 567 191	76 310	145 670
à plus d'un an	136 843	136 843	36 705	73 396
à un an au plus	10 383 856	12 430 348	39 605	72 274
5. Garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	2 275 000	2 911 600		
7. Résultats financiers				
Produits				
des immobilisations financières	3 312 290	2 461 290		
des actifs circulants	46 229	568 615		
autres produits financiers	1 350	6 568		
Charges				
des dettes	507 647	756 086		
autres charges financières	496	9 677		
8. Cession d'actifs immobilisés				
Moins-values réalisées	3 491	0		

XIX. RELATIONS FINANCIERES AVEC

(en milliers de BEF)

	Exercice
a) Les administrateurs et gérants	
4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable:	56 432

XX. RESUME DES REGLES D'EVALUATION PREVUES POUR LES INVENTAIRES PRESCRITS PAR L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 17 JUILLET 1975**I. Frais d'établissement**

Les frais d'augmentation de capital ou d'émission d'obligations convertibles ou non sont amortis en cinq ans. Les frais de conversion sont pris en charge dans l'exercice où ils auront été exposés.

II. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition ou à leur prix de revient ou à leur valeur d'apport. Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire aux taux fiscalement admis, c'est-à-dire:

• Constructions	3,- % l'an;
• Transformations aux bâtiments occupés	10,- % l'an;
• Matériel d'informatique	33,- % l'an;
• Autres matériels	20,- % l'an;
• Mobilier	10,- % l'an;
• Coffres-forts	5,- % l'an.

Les frais accessoires, dont notamment la T.V.A. non déductible, sont amortis dans l'exercice durant lequel ils ont été supportés, à l'exception de ceux afférents aux voitures automobiles qui sont amortis au même rythme que la valeur d'investissement.

III. Immobilisations financières**Participations et autres valeurs de portefeuille**

Sauf pour les titres détenus au 31 décembre 1977, dont la valeur d'inventaire historique a fait l'objet, au cours de l'exercice transitoire 1977, d'un aménagement en vertu de la dérogation obtenue de l'Autorité de contrôle, les acquisitions sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'achat ou d'apport et compte tenu des montants restant éventuellement à libérer.

A la fin de chaque exercice social, une évaluation individuelle de chaque titre figurant en immobilisations financières est effectuée, de manière à refléter de façon aussi satisfaisante que possible la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société concernée.

La méthode d'évaluation est choisie objectivement en tenant compte de la nature et des caractéristiques du titre.

Elle peut être basée sur l'une ou l'autre des valeurs traditionnellement utilisées pour de telles appréciations ou bien sur la moyenne, pondérée de manière appropriée, de plusieurs d'entre elles.

La méthode d'évaluation ainsi retenue pour un titre est employée systématiquement d'exercice à exercice sauf si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de son utilisation. En ce cas, si le changement a des conséquences significatives, une mention spéciale en est faite dans l'Annexe.

Lorsque cette évaluation fait apparaître, par rapport à la valeur d'inventaire, une dépréciation durable, les titres font l'objet d'une réduction de valeur égale à la partie durable de la moins-value observée.

Une reprise de réduction de valeur est effectuée lorsqu'une plus-value durable est observée sur les titres qui auraient fait antérieurement l'objet d'une telle réduction.

Comme précédemment, la pratique constante demeure de ne pas procéder à des réévaluations nonobstant les plus-values que fait apparaître l'évaluation des titres.

Créances

Au moment de l'opération, les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Si elles sont libellées en monnaies étrangères, elles sont enregistrées pour leur contre-valeur en francs belges au cours du jour de l'acquisition. En fin d'exercice, elles sont évaluées sur base du dernier cours de change de l'exercice. Les règles de réduction de valeur sont semblables à celles arrêtées pour les titres.

IV. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances en monnaies étrangères sont comptabilisées en francs belges au cours du jour au moment de l'opération et évaluées au dernier cours de change de l'exercice.

Une réduction de valeur est opérée lorsque leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis ou lorsque la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable et à condition que la dépréciation soit durable dans les cas de créances à plus d'un an.

V. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

En principe, les titres de placement sont estimés au dernier cours de Bourse de l'exercice lorsque leur marché est significatif.

Les autres placements de trésorerie et les valeurs disponibles sont estimés comme les créances à un an au plus.

VI. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration examine les provisions à constituer pour couvrir notamment:

- les grosses réparations ou gros entretiens;
- les risques découlant d'avances ou de garanties;
- d'autres risques, s'il y a lieu.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et reprises en résultats si elles sont devenues sans objet.

VII. Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus

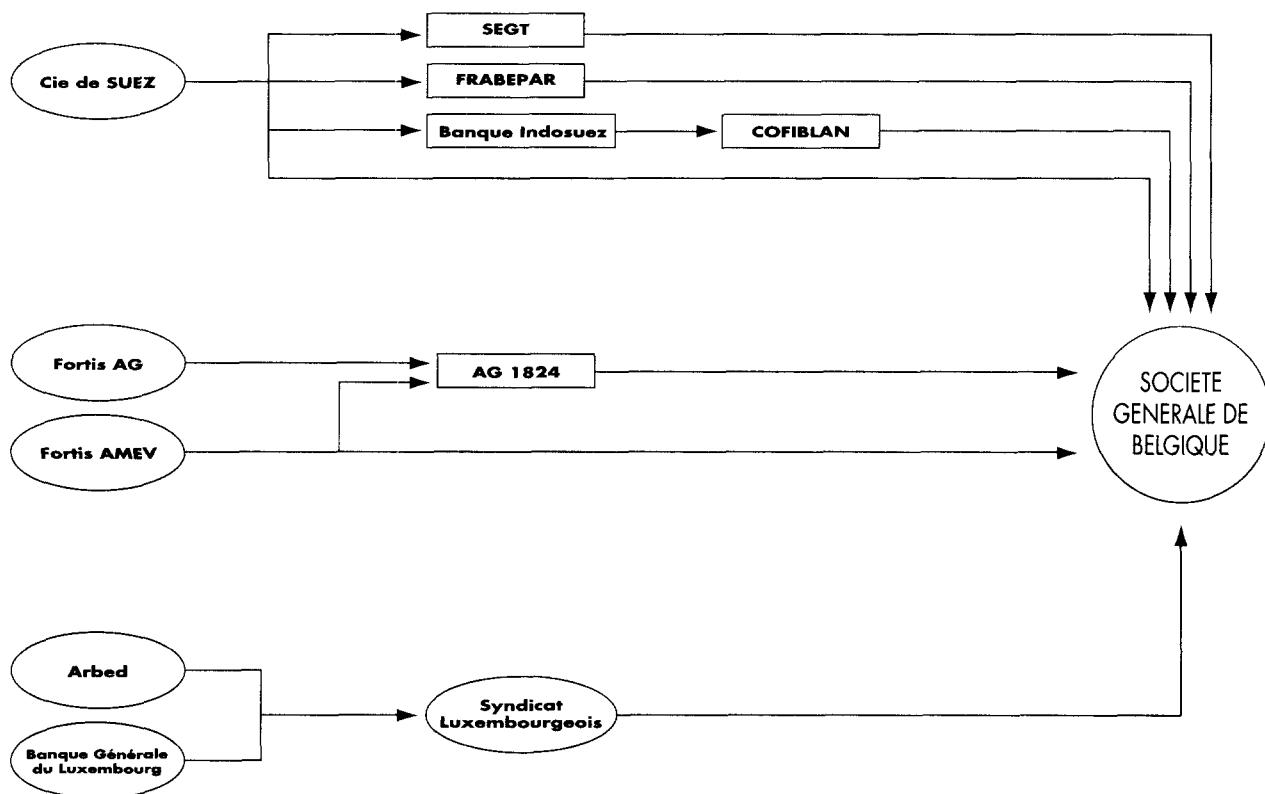
Ces dettes sont comptabilisées à la valeur nominale.

XXI. AU COURS DE L'EXERCICE 1995, LA GENERALE A CONFIE A SES COMMISSAIRES-REVISEURS DIVERSES MISSIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL

La rémunération afférante à ces prestations hors mandat s'est élevée à :

BEF 310.000 pour Price Waterhouse, Reviseurs d'Entreprises, SCC.

BEF 200.000 pour Deloitte & Touche, Reviseurs d'Entreprises, SCC.

XXII. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE AU 31 DECEMBRE 1995

ANNEXE

Dénomination des actionnaires directs:			Date de la dernière déclaration reçue art. 4 § 2 Loi du 2/3/1989	Nombre de titres	Pourcentage (*)
Compagnie de SUEZ :				44 192 055	62,59%
Compagnie de SUEZ SA	1, rue d'Astorg	75008 PARIS	14.04.95	34 859 575	49,38%
FRABEPAR SA	rue Blanche, 27	1060 BRUXELLES	14.04.95	6 235 704	8,96%
SEGT SA	1, rue d'Astorg	75008 PARIS	14.04.95	319 229	0,45%
COFIBLAN SA	rue Blanche, 27	1060 BRUXELLES	14.04.95	2 687 547	3,81%
Actions de concert Fortis AG + Syndicat Luxembourgeois :				9 375 810	14,60%
Fortis AG :				7 575 810	11,80%
AG 1824 SA	boulevard E. Jacqmain, 53	1000 BRUXELLES	08.04.91	7 560 180	11,77%
SODINVEST SA	boulevard E. Jacqmain, 53	1000 BRUXELLES	08.04.91	5	p.m.(**)
G. SIMONS & Cie NV	Suikerrui 5 - Bus 1	2000 ANTWERPEN	08.04.91	825	p.m.(**)
AMEV Levensverzekering NV	Archimedeslaan 10	3500 HB UTRECHT	08.04.91	9 200	0,01%
AMEV Levensverzekeringen NV	rue de la Loi, 13	1000 BRUXELLES	08.04.91	5 600	0,01%
Syndicat Luxembourgeois :				1 800 000	2,80%
• ARBED SA	19, avenue de la Liberté	2930 LUXEMBOURG	08.04.91	652 500	1,02%
• Banque Générale du Luxembourg SA	14, rue Aldringen	1906 LUXEMBOURG	08.04.91	465 000	0,72%
• SIDARFIN NV	Kouter, 188	9000 GENT	08.04.91	682 500	1,06%

(*) Le dénominateur utilisé pour calculer le pourcentage est de 64.210.066 (y compris 149.061 warrants non exercés existants à cette date) pour les déclarations du 8 avril 1991 et de 70.601.069 pour celles du 14 avril 1995.

(**) Pour mémoire

La liste ci-dessus est strictement conforme aux dernières déclarations de transparence reçues par la Générale. Toutefois, son actionnariat a subi en 1995 des modifications, sans franchissement de seuil et qui n'ont par conséquent pas entraîné l'établissement d'une nouvelle déclaration. L'organigramme de l'actionnariat au 31 décembre 1995 tient compte des changements portés à sa connaissance.

DECLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions des arrêtés royaux des 25 novembre 1991 et 6 mars 1990.

Les comptes annuels consolidés de la Société Générale de Belgique sont intégrés par consolidation dans les comptes consolidés de la Compagnie de Suez, 1, rue d'Astorg à 75008 Paris. Les comptes consolidés de cette société peuvent être obtenus à son siège social.

RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES-REVISEURS SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1995

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, nous avons procédé à l'examen des comptes annuels au 31 décembre 1995 de la Société Générale de Belgique SA. Notre examen a été effectué conformément aux normes générales de révision et recommandations de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Nous avons pu appuyer nos travaux de révision sur une organisation administrative comportant un contrôle interne approprié à la nature et à l'étendue des activités de la société. Nous avons obtenu des administrateurs et des préposés de la société toutes les explications et informations que nous leur avons demandées.

Sur base de nos contrôles, nous confirmons que:

- la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables;
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration contient les informations requises par la loi, lesquelles concordent avec les données résultant des comptes annuels;
- l'affectation des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux statuts et aux lois sur les sociétés commerciales;
- nous n'avons pas connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en infraction avec les lois sur les sociétés commerciales.

En conclusion, nous attestons sans réserve que, à notre avis, les comptes annuels au 31 décembre 1995 de la Société Générale de Belgique SA - dont le total du bilan est de BEF 155.528 millions et dont le bénéfice pour l'exercice clôturé à cette date s'élève à BEF 6.917 millions - donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'exercice de la société, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent et que les justifications données dans l'Annexe sont adéquates.

Le 4 avril 1996

Le Collège des Commissaires-Reviseurs



PRICE WATERHOUSE
Réviseurs d'Entreprises, SCC
Représentée par Robert PEIRCE



DELOTTE & TOUCHE
Réviseurs d'Entreprises, SCC
Représentée par Claude POURBAIX

Adresses utiles

Siège social	Participations
Société Générale de Belgique Rue Royale, 30, B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 507.02.11, Télécopie (32-2) 512.18.95 E-mail: G.Dellicour@generale.be	ACCOR 2, rue de la Mare Neuve F-91021 Evry Cedex, France Tél. (33-1) 60.87.43.20, Télécopie (33-1) 60.77.04.58 Siège administratif: Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, F - 75755 Paris Cedex 15, France Tél. (33-1) 45.38.86.00, Télécopie (33-1) 45.38.85.67
Représentations à l'étranger	ARBED 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg Tél. (352) 479.21, Télécopie (352) 479.226.75
Asie du Sud-Est / Japon Société Générale de Belgique (Japan) Co. Ltd. Imperial Tower 9A-2, 1-1-1, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japon Tél. (81-33) 593.07.65, Télécopie (81-33) 593.07.66	FINOUTREMER Rue Royale, 30, B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 510.02.64, Télécopie (32-2) 510.02.69
Chine (République Populaire) Société Générale de Belgique Beijing Representative Office Zijin Guest House 3-21, Chongwenmen Xidajie Beijing 100005, République Populaire de Chine Tél. (81-10) 65.12.71.57, Télécopie (81-10) 65.12.71.58 E-mail: lgb@iucol.cn.net	FORTIS AG Boulevard E. Jacqmain, 53, B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 220.81.11, Télécopie (32-2) 220.81.50
Hong Kong Société Générale de Belgique c/o Tractebel Pacific Ltd Unit F, 10st Floor, United Centre 95, Queensway, Hong Kong Tél. (852) 860.42.00, Télécopie (852) 528.09.36	GENERALE DE BANQUE Montagne du Parc, 3, B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 516.21.11, Télécopie (32-2) 516.42.22
Zaïre Société Générale de Belgique B.P. 249, Kinshasa 1, Zaïre Télécel (243-88) 44.957	RECTICEL Avenue des Pléiades, 15, B-1200 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 775.18.11, Télécopie (32-2) 775.19.90
	SAGEM 6, avenue d'Iena, F-75783 Paris Cedex 16, France Tél. (33-1) 40.70.63.63, Télécopie (33-1) 47.20.39.46
	TRACTEBEL Place du Trône, 1, B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 510.71.11, Télécopie (32-2) 510.73.88
	UNION MINIERE Guledelle, 92, B-1200 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 778.81.11, Télécopie (32-2) 778.89.00 A partir du 1 ^{er} juillet 1996: Rue du Marais, 31 B-1000 Bruxelles, Belgique Tél. (32-2) 227.71.11, Télécopie (32-2) 227.79.00

R a p p o r t A n n u e l 1 9 9 5

SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE

Rue Royale, 30

B - 1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone : (32-2) 507-02-11

Télécopie : (32-2) 512-18-95

R.C.B. 17.487

T.V.A. 403.203.264

•

*La Direction de la Communication est à la disposition
des actionnaires et des investisseurs :*

Téléphone : (32-2) 507-02-77

Télécopie : (32-2) 513-43-27

*Des informations concernant la Générale et ses participations
sont disponibles sur Internet, à l'adresse
<http://www.generale.be/>*

Dit jaarverslag is eveneens verkrijgbaar in het Nederlands

This report is also available in English

•

*Tous nos remerciements vont
aux services de Communication des sociétés
du Groupe de la Générale*

•

Conception et réalisation : Image Plus, Bruxelles, Belgique

Impression : Imprimerie Snoeck-Ducaju, Gand, Belgique

*Coordination : Direction de la Communication,
Société Générale de Belgique*

